

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 20 New York : Tél : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 27 mai - 3 juin 2020

LE POUVOIR DERRIÈRE UN GROS SCANDALE TERRIEN DANS LE NORD-EST

Plus de 10 000 agriculteurs dépossédés de leurs terres

Place à l'installation d'une entreprise mafieuse par Jovenel Moïse ?

Par Léo Joseph

Les récentes initiatives annon-
cées par le Premier ministre de

facto Joseph Jouthe en faveur de
la relance de l'agriculture a plutôt
l'allure de la couverture d'une
vaste conspiration ayant pour
objectif la dépossession arbitraire

et illégale de centaines de fa-
milles sur des terres dans le
Nord-Ouest du pays, qu'elles ont
héritées de leurs parents et
grands-parents et qu'ils culti-

vaient depuis des décennies. Ces
familles constatent, impuissantes,
l'envahissement des terres en
leur possession et la destruction

politiques. Les victimes, regrou-
pées au sein de deux syndicats de
planteurs, lancent un appel déses-
péré en vue d'arrêter cette inter-

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 SE PROPAGE RAPIDEMENT EN HAÏTI

Des installations de l'État, des banques, etc. infectés...

Le rythme de la contamination s'accélère dangereusement...



Le directeur général de la PNH,
Normil Rameau, en confinement,
déjà en disgrâce auprès de
Jovenel Moïse..



Frantz Sébastien Jean-Charles
contaminé comme son chef
hiérarchique..

La catastrophe annoncée en Haïti
avec l'avènement de la COVID-
19 avance à grands pas. Car la
contamination s'accélère dans
des installations de l'État ainsi
que dans des institutions ban-
caires, sans que les dirigeants du
pays n'aient pris encore les dispo-
sitions nécessaires pour doter les
centres hospitaliers et sanitaires
du pays de moyens adéquats pour
faire face à la maladie. Et pire
encore, il semble que les équipe-
ments et matériels de lutte contre

Suite en page 5



Jovenel Moïse



Joseph Jouthe

de leurs jardins par des inconnus
accompagnés d'individus lour-
dement armés, dont certains en
uniforme de policiers, à la solde
de la première famille et ses alliés

vention relevant de la spoliation.
Les membres de deux
regroupements de planteurs se
déclarant victimes d'actes de

Suite en page 9

LE RÉGIME MOÏSE-JOUTE AYANT FAILLI À SA MISSION

Les Nations Unies sollicitent sécurité et protection ailleurs

Avec Jovenel Moïse à la barre
nationale, Haïti a fait sa descente
aux enfers. Car incapable de pro-
téger le peuple contre les gangs
armés, qui imposent leur loi dans
les quartiers populaires, le pays
ne peut non plus assurer la sécu-
rité médicale des citoyens. C'est
le constat qu'ont fait les Nations
Unies pour qu'elles sollicitent la
protection de la République do-
minicaine pour son personnel
basé en Haïti.

En effet, non seulement le
représentant de l'ONU en Haïti a
demandé la protection des diri-
geants dominicains pour assurer
la sécurité des diplomates onu-
siens déployés en Haïti, il a aussi
demandé l'assistance de l'État
voisins en matière de soins médi-
caux à son personnel. C'est ce
qu'a rapporté l'organe de presse
en ligne *Vant Bèf*, dans son édi-
tion du 25 mai 2020.

Avec une force de Police

incapable de tenir les chefs de
gang en respect, ou de faire ré-
gner la paix et l'ordre dans les
zones de non droit, et la popula-
tion en général se sentant vulné-
rable face aux criminels. Le per-
sonnel des Nations Unies se sent
de plus en plus menacé. La situa-
tion sécuritaire est devenue inte-
nable, à la capitale haïtienne. Et
de l'avis d'un diplomate, person-
ne n'est à l'abri d'attaque de la

Suite en page 4

HAPPENINGS!

**A Car Drive through some Brooklyn
neighborhoods in remembrance of COVID-19
victims and as a Tribute to first Responders**



Erick Saint-Louis



Kenny Altidor

It is happening this Saturday,
May 30, as the Haitian Heritage
Month is ending. Haitians and
Haitian-Americans, joined by
their foreign friends, are doing
something special in Brooklyn, to

remember the victims of CO-
VID-19 which, as of Tuesday,
May 26, had killed more than 350
000 worldwide and infecting

Continued on page 7

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 1

***Quid de cette dame, au Central Park de la ville de New York, ayant composé le 911, alerte urgente, contre un Noir qui la menaçait, disait-elle.** Encore cela a fait le tour de la République étoilée hier, mardi 26 mai, quand on l'a vu à la télévision, son portable en main, et son

chien auquel elle a, enfin, passé le collier. Dans sa plainte au 911, elle a effectivement dit que le Noir la menaçait. Pourtant, il n'avait fait que lui demander de restreindre son chien en lui attachant le collier obligatoire quand on se balade dans le parc. En effet, Christian Cooper, qui visionnait des oiseaux dans son appareil longue-vue, a demandé à la dame, une Blanche, de res-

treindre son chien. Elle a répondu, « *Je vais vous rapporter aussitôt* ». De fait, elle a composé le 911, tandis que M. Cooper l'enregistrait de son téléphone. La fin

de l'histoire ? La dame — tenez-vous bien — Amy Cooper, a été remerciée de ses patrons. Et Christian Cooper, aucune relation familiale, de dire qu'il « *regrette une telle punition* » pour l'incident. Tandis que Amy Cooper a présenté des excuses,

disant qu'elle n'est pas raciste. Trop tard ! On reviendra sur cette question et bien d'autres pour démontrer qu'à l'ère trumpienne, le racisme fait une montée inquiétante aux États-Unis.

Pierre Quiroule II, 27 mai 2020



SPONSORISEZ

Un plan Safi-1 (\$100us)

pour un Citoyen en Haïti et transformez-le en Entrepreneur Autonome pour la Vie

La goutte d'eau qui donne la vie!

SPONSORISER
l'alimentation en eau potable pour une famille pendant 1 an (Haïti)

\$50.00

<http://safihaiti2.com>
[email:safihaiti@gmail.com](mailto:safihaiti@gmail.com)

+ (509) 2816-5353
+ (509) 3717-3435

NOTRE MISSION:
RENDRE / EAU POTABLE
POUR TOUS

SCI-62 Algicide / Bactéricide

EPA Reg. Number:
61943-1

NSF/IMSP
Approved

ACTIVE INGREDIENT:
Cooper ++.....15%
Zinc ++.....10%
Other Ingredients.....75%
Total.....100%

© SAFI PRODUCTS
MADE IN USA

PATRIOTIME

DU NOUVEAU
DU NOUVEAU

LE PRESTIGE HAÏTIEN DANS LA MARQUE DU TEMPS

HORLOGES

MONTRES

\$35.00 (13 INCHES)
Visitez notre website: www.patriotime.com
\$25.00 (10 INCHES)

PLACEZ UNE BATTERIE AA CHAQUE 2 ANS.

UN PAYS NE MEURT PAS.

Un travail de classe, prestigieux, au niveau international pour embellir l'image de notre pays.

Un héritage sacré à laisser à vos générations futures.

Une réalisation fière, excellente et bien pensée avec nos couleurs nationales pour tous les foyers et bureaux haïtiens.

D'AUTRES COULEURS SONT DISPONIBLES

**PASSEZ NOUS VOIR
OU ENVOYEZ VOTRE CHEQUE
OU MONEY ORDER A:**

PATRIOTIME

**190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423**

**(718) 400-TIME
(718) 400-8463**

**FREE SHIPPING
BETWEEN USA!!!**

NOUS VENDONS EN GROS ET EN DETAIL

MONTRES
**A HOMMES \$45.00
A FEMMES \$40.00**

**VIVE HAÏTI
A TOUS JAMAIS**

**TELEPHONE PORTABLE
(516) 859-4106**

LE COIN DE L'HISTOIRE

Quand Duvalier écrasait la guérilla communiste au Cap-Haïtien

Par Charles Dupuy

Moins d'un mois après l'annonce officielle de sa création, le Parti unifié des communistes haïtiens, le PUCH, inaugurerait sa guerre subversive contre le gouvernement de Duvalier. Dans les petits villages de Casales et de Kinscoff, dans les villes du Cap et de Port-



Charles Dupuy

au-Prince, les militants communistes échangeaient des coups de feu avec les militaires dans de violentes batailles rangées. Le 2 juin 1969, vers six heures du matin, vingt-deux activistes étaient attaqués dans leur retraite de la ruelle Nazon, à Port-au-Prince. « Tous furent tués par les

forces de l'ordre, selon un rapport du colonel Breton Claude, à l'exception de deux femmes : Rosélia Roséus et Bernadette Louis (Gertrude) dont l'une avec un bébé de huit mois et qui tentait de prendre la fuite; elles ont été faites prisonnières » (Le Nouveau Monde du 3 juin 1969). Après l'hécatombe, on releva les cadavres de Jean-Pierre Salomon, Dérisme Laurent, Surpris Laventure, François Darius, Gaston Savain, Racine Codio, André Dumont, Rodrigue Barreau, Gaveau Desrosiers, Kesnel Jean, Prosper Estiverne, Paul Max Belneau, Willy Joseph, Augustin Elien et André Raymond. Parmi les morts, on identifia les membres du comité central du parti, Niclerc Casséus, Jacques Jeannot, Daniel Sansaricq, Gérard Wadestrand ainsi que l'avocat et économiste Gérald Brisson, le chef du PUCH, l'âme de l'insurrection communiste.

Un mois plus tard, c'était au tour des militants marxistes du Cap-Haïtien de se faire écraser. Voici la relation des événements, telle que faite par le préfet de la ville, M. Émile Auguste, au journaliste du quotidien *Le Nouveau Monde*, M. Nelson Bel I: « Depuis

quelques jours, a déclaré M. le préfet, on était venu nous signaler la présence au Carénage de gens drôles, suspects, qui n'étaient pas du Nord et habitaient à la rue 27. On les surveillait de près quand le mercredi 2 juillet, un agent de la police les rencontra à la rue 14-H et leur demanda de s'identifier. Un violent dialogue s'ensuivit au cours duquel un homme, Raymond Jean-François, alias Jean-Louis devait rester sur le carreau. Raymond Jean-François, connu au Cap sous le nom de Raymond Jean-Louis, était un leader communiste dangereux que la police recherchait depuis plusieurs mois. Ce mercredi 2 juillet, il était accompagné d'une jeune dame qui déclare se nommer Sonia Georges, un agent communiste notoire, se disant originaire des Gonaïves, ainsi que du nommé André Jean-Pierre, un autre militant marxiste. Quand le policier lui demanda de décliner son nom, Raymond Jean-François refusa net [...] Il fit feu sur le soldat qui ne fut pas atteint et prit la fuite ». Le préfet fait alors le récit de la cavale en vélo de Raymond Jean-François qui se termina à la rue 5-H lorsque le fuyard va se retrouver face à face avec l'agent Ibsen Lafleur qui le tua à bout portant avec son arme de service.

« Ce même jour, ajouta M. le préfet Émile Auguste, la police procéda à l'arrestation du nommé André Jean-Pierre qui fut identifié comme le principal agent de liaison entre les cellules communistes du Cap-Haïtien et celles de Port-au-Prince. [...] Un peu plus tard eurent lieu, à travers la ville, des perquisitions domiciliaires et des enquêtes policières au cours desquelles, nous apprend le représentant de l'exécutif, des aveux complets ont été obtenus.

« Dans la matinée du 5 juillet, il y eut un grand émoi au Carénage. Un agent de la police se présente à la rue 29, en face de la maison de résidence de la famille Cartwright, et demande pour le maître de céans. Celui-ci se fait attendre. Le policier franchit le seuil. On ouvre le feu sur lui et il est gravement blessé. Immédiatement, la maison est envahie par les soldats et il y eut échange de coups de feu. On arriva à mettre la main au collet de trois éléments communistes de première valeur; que la police recherchait depuis longtemps : Élie Dessources, Job Jean et Robert Jean-Paul. Les trois furent blessés. Un quatrième, que l'on croit être Joseph Jacques, a été trouvé mort samedi dans l'après-midi

sur le toit de la maison de la rue 29. [...] Le cadavre ne portait la trace d'aucune blessure. Suicide ou arrêt du cœur ? On ne sait » (Le Nouveau Monde du 5 juillet 1969). Le préfet Auguste termine l'entretien en promettant que la lutte allait se poursuivre sous le signe de ce qu'il appelle le « duvaliérisme constructeur ». Il oublie toutefois de mentionner que les maisons occupées par les communistes furent toutes pillées et détruites par la populace sous l'œil bienveillant des autorités. Il ne fait pas grand cas non plus des exactions, détentions abusives et exécutions sommaires qui s'étaient inutilement multipliées pendant cette période trouble. Rappelons enfin que, pour l'essentiel, toutes ces opérations avaient été coordonnées par le capitaine Gérard Louis, le chef de la police du Cap à l'époque (1). Maintenant aux abois, les militants communistes n'ont plus

que la fuite comme solution. Partout au pays la police politique pourchassait les marxistes-léninistes ou prétendus tels. Cette répression anti-communiste, qui fit de nombreuses victimes innocentes dans toutes les catégories sociales du pays, sera plus tard reconnue comme la plus longue et la plus cruelle de toutes celles jamais entreprises par le pouvoir duvaliériste contre ses opposants. La campagne des communistes contre le régime de Duvalier résultait donc en un piteux échec, en une sinistre tragédie. Cette initiative inconsidérée procédait d'une grossière erreur d'analyse de la part des dirigeants communistes qui avaient mal apprécié les rapports de force dans ce combat qu'ils allaient livrer contre Duvalier. La défaite des communistes allait offrir un second souffle inespéré à la dictature sanginaire de Duvalier qui, maintenant

Suite en page 5

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes;
Dans une rue paisible de Port-au-Prince;
Convientrait pour un hôpital, une école, un orphelinat, etc...

À vendre tel quel; prix à négocier.
Contacter par
courriel: heritiers2002@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL 718.434.5345 FAX 718.434.5565

St. Joseph's Church in Carcassee, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

Online Donations can be made at:
www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:
St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

L'influence d'un enseignant haïtien dans la vie d'un ancien élève de Miramar High School

Par Rosic Bourget

Aller au-delà de l'appel du devoir est ce qui fait d'un enseignant un grand éducateur. Maître Yvon Edouard, entre autres, prouve



Rosic Bourget

qu'il est activement impliqué dans sa communauté et d'autres activités notamment culturelles tout en restant entièrement dévoué à ses élèves. Sans plus tarder, voici le témoignage d'un ancien élève de Miramar High School (Broward County Shools, Florida) à Maître Yvon Edouard, un enseignant haïtien qui se passe de présentation. Il a eu un impact positif dans la vie de ce jeune homme. Félicitations à M. Edouard pour un travail si bien fait, et pour sa contribution dans la réussite des autres. You are an « AMAZING TEACHER ».

Date : 4/5/2020

Name : Andres Barreto

Reference to school : Miramar High

« Hi Mr. Edouard ! As I sit in Medellin, Colombia, under lockdown in this COVID crisis, I started to reflect on the people that have had an impact in my career and you are at the top. I was not a particularly good student and I mostly sat quietly in the back, but I listened intently to every word you shared with us in your commentary about politics and history. I was your student 2001-2005. We spoke when I was in college a few years later (2008), when I told you I decided to study Po-

litical Science because of how you would teach us not just French, but also history, culture and politics of Haiti and the Caribbean (my favorite part of class). I went on to build several tech startups, including Grooves-hark a music streaming service that reached 35M users and Onswipe an ad network with 55M users, and became an angel investor in another 85 startups after selling a few of my own that altogether have amassed over \$250M in investments. Yet, because of that seed of intellectual curiosity in culture, politics and history, I moved back to Latin America and helped shape public policy with presidents and ministers in Colombia, created a non-profit that teaches code to underprivileged youth in Peru, Honduras, Dominican Republic, and Colombia. (Coderise.org.) I just wanted to send you a thank you note for the influence you've had in my life, and give you an update on the impact you have on your students, because you don't limit your class to just the language, but instead show us everything connected to it and plant that seed of intellectual curiosity of questioning the why things are how they are today. « Thank you ».

Andres Barreto

Il est important de signaler qu'Andres Barreto n'est pas d'origine haïtienne. Ce qui m'intéresse le plus dans son témoignage, c'est lorsqu'il dit qu'il a décidé d'étudier les sciences politiques à cause de la façon dont Maître Edouard enseignait non seulement le français, mais aussi l'histoire, la culture et la politique d'Haïti et des Caraïbes. Quelle élégance ! Quelle bonne façon de témoigner sa reconnaissance ! Il n'y a pas de doute que M. Edouard a planté une graine qui a germé partout dans le jardin de « Andres BARRETO ». Fièrre chandelle à toi, Maître Edouard. Continue à être un phare monumental à grande puissance éclair-

rante pour guider les autres.

Les enseignants changent la vie de millions d'enfants chaque jour, leur immense travail et leur impact nous poussent au-delà des mots. Nous avons donc besoin d'émoticônes pour dire ce que nous ressentons. Et avec la fin abrupte de l'année scolaire physique, nos enseignants ont fait de leur mieux pour continuer à dispenser des cours virtuels grâce à la technologie moderne. Tout pour s'assurer que chaque élève dispose des outils dont il a besoin



Yvon Edouard

pour atteindre son plein potentiel. C'est en ces temps difficiles que nous reconnaissons et apprécions vraiment comment les éducateurs jouent un rôle si essentiel dans la vie de nos enfants, inspirant un amour permanent de l'apprentissage et de la découverte et faisant une différence dans leur bien-être et leur réussite à long terme.

Alors que la fin de l'année scolaire approche, nous voulons remercier tous les enseignants/éducateurs, particulièrement Maître Yvon Edouard, d'avoir toujours donné le meilleur exemple, surtout en ces temps sans précédent. Qu'il s'agisse de changer de plan de cours, de se convertir à l'apprentissage en ligne ou de maintenir notre système éducatif en mouvement, vous êtes là pour guider nos prochaines générations, quoi qu'il arrive. Il a été dit que l'enseignement est la profession qui enseigne toutes les autres professions. Pour garantir à tous des chances égales et un chemin vers la prospérité, continuons de soutenir nos enseignants.

HYPERLINK "mailto:r_bourget@yahoo.com"

r_bourget@yahoo.com

Maîtrise en travail social

LE RÉGIME MOÏSE-JOUTE AYANT

Les Nations Unies sollicitent sécurité

Suite de la page 1

part des malfrats.

Il n'est pas indiqué comment les forces de sécurité dominicaines pourraient assurer la protection des membres du personnel de l'ONU en Haïti, puisque, en dehors des représentants militaires dominicains ayant la responsabilité d'assurer la protection des installations diplomatique et consulaire de la République dominicaine en Haïti, l'État dominicain ne possède pas de troupes déployées à Port-au-Prince et dans d'autres villes de province.

La demande d'aide des Nations Unies aux Dominicains concerne encore les soins médicaux que pourraient nécessiter son personnel en Haïti. Car les installations médicales et sanitaires haïtiennes sont déficientes à tous les points de vue, quand elles ne sont pas inexistantes. À

l'époque du coronavirus, au cas où des fonctionnaires onusiens seraient tombés malades, ils ne pourraient trouver sur place le personnel compétent capable de prodiguer des soins adéquats.

Vant Bèf a cité l'organe de presse dominicain faisant état de la déclaration des autorités haïtiennes reconnaissant leur « incapacité » à faire face à la prolifération des cas de la COVID-19 en Haïti. Selon cet organe en ligne, faisant encore l'écho de *El Nacional*, la demande a été adressée aux autorités dominicaines « après que les autorités haïtiennes eurent déclaré être incompétentes pour contrer une éventuelle propagation de la COVID-19 à Ouanaminthe », dans le Nord-Ouest. Une telle situation est constatée parce que le gouvernement haïtien n'a pas « les moyens » qu'il faut pour faire appliquer les mesures restrictives annoncées par le président haïtien.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LE COIN DE L'HISTOIRE

Quand Duvalier écrasait la guérilla communiste au Cap-Haïtien

Suite de la page 3

tout à fait indifférente face à l'opinion internationale, au mépris des libertés publiques, du droit et de la morale, pourra continuer à exercer sa violence et sa brutalité, à commettre impunément les plus barbares atrocités contre la popu-

lation.(1) Le 2 juillet 2019, soit cinquante ans après ces événements, Madame Myrtha Gilbert publiait cette note de presse dont nous reproduisons ici un extrait : « Ce 2 juillet 1969, Raymond Jean-François n'a pas eu la chance de se défendre, à cause d'une défectuosité de son arme.

Pour semer ses poursuivants, il aurait pu fuir au milieu des marchandes (il était proche du marché). Il ne le fit pas, par peur d'exposer leur vie. Et il paya de la sienne cette ultime démonstration de générosité. Il fut exécuté à bout portant par l'un de ses poursuivants. La militante Adrienne Gil-

bert qui l'accompagnait fut arrêtée. Après l'exécution de Raymond près du marché du Cap-Haïtien, au coin de la rue 5, son cadavre fut transporté à la morgue de l'hôpital Justinien où il eut la tête tranchée sur ordre du capitaine Gérard Louis. C'était le vœu de papa doc, qui voulait sur son bureau les têtes de ses plus solides adversaires. À l'époque les communistes haïtiens. Plusieurs autres camarades seront également arrêtés le même jour, comme Aymard, le jeune frère de Raymond. Adrienne Gilbert emmenée aux casernes du Cap-Haïtien fut sauvagement maltrai-

tée par une horde de macoutes aussi capons que féroces. L'un d'eux, mécontent d'avoir couru pour les rattraper, lui éclata le crâne d'un coup de revolver. Raffinement de cruauté, le capitaine Gérard Louis emmena dans son véhicule deux prisonniers, Aymard Jean-François, le jeune frère de Raymond, et Adrienne Gilbert. Cette dernière dut faire le voyage Cap-Haïtien/Port-au-Prince avec, au milieu de ses jambes, le seau contenant la tête de son camarade Raymond, récemment exécuté ». C. Dupuy coindelhiste@gmail.com (514) 862-7185

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 SE PROPAGE RAPIDEMENT EN HAÏTI

Des installations de l'État, des banques, etc. infectés... Le rythme de la contamination s'accélère dangereusement...

Suite de la page 1

le coronavirus soient détournés, mettant encore sérieusement à mal le personnel engagé en première loge dans la lutte contre cet ennemi invisible.

En effet, l'information rapportée dans l'édition du 20-27 mai 2020 d'*Haïti-Observateur* relative à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), ci-devant Hôpital général, se confirme. Car suite à l'infection au coronavirus de plusieurs internistes, au moins deux unités de l'institution sont fermées temporairement.

Les conditions de fonctionnement de l'HUEH restent précaires, en raison du fait que le personnel menace d'entrer en grève se plaignant de n'avoir pas bénéficié convenablement d'appui des autorités sanitaires en matière de protection personnelle. Car, protestent-ils, ils sont privés d'équipements et de matériels protecteurs pour éviter d'être contaminés.

Désormais, plus de 1 000 personnes contaminées en Haïti

Le nombre de personnes contaminées à la COVID-19 augmente rapidement. Dès le mardi 26 mai, le Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) a informé qu'après avoir recensé 111 nouvelles contaminations, dans les dernières 24 heures, le nombre de personnes ayant atteint la maladie est passé à 1174 cas confirmés, dont 1119 actifs, 33 décès et 22 guéris.

Au fur et à mesure que la pandémie multiplie le nombre de ses victimes, sans donner de signe que cette tendance va s'améliorer, la grogne monte au sein de la population dont l'inquiétude

ne cesse de se renforcer. C'est pourquoi la tendance tend à critiquer le MSPP accusé de laxisme et d'indifférence. Aussi d'aucuns se demandent quel rôle jouit cette institution, à part constater le nombre de nouveaux cas recensés et de les annoncer, en sus de conseiller à la population de respecter les consignes gouvernementales en matière de lutte contre ce fléau.

Des hauts gradés de la PNH aussi contaminés



Pradel Henriquez ferme ses portes sans savoir la date de retour.

Il semble que le coronavirus ait fait son entrée au sein de la Police nationale d'Haïti (PNH) au plus haut niveau. Si, il y a une ou deux semaines les informations faisaient état de policiers contaminés, cette fois, c'est le directeur général a.i., Normil Rameau, qui est tombé victime de la maladie. C'est aussi le cas pour son chef de Cabinet, Fritz Sébastien Jean-Charles, qui a été nommé à ce poste par le D.G. il y a à peine un mois.

Dans les milieux proches de la PNH, on laisse croire que la contamination de Normil Rameau remonte au 17 mai. Ces mêmes informateurs ont fait savoir que d'autres hauts gradés de l'institution policière auraient été également testés positifs à la COVID-19, mais que les diri-

geants se montrent avares d'informations à ce sujet.

On affirme, par ailleurs, que Normil Rameau est mis en isolement en sa résidence privée, alors que plusieurs autres policiers testés positifs auraient été pris en charge par le MSPP. Il est fort possible qu'ils soient transportés à l'Hôpital universitaire de Mirebalais où se trouve le centre hospitalier le mieux équipé du pays. Depuis que la pandémie fait des victimes en Haïti, au mois de

mars écoulé, les personnes prises en charge par ce Ministère sont conduites à cette institution.

Par ailleurs, aux Cayes, le Tribunal de première instance a déclaré arrêtées ses activités après que le juge suppléant soit décédé, victime de la pandémie du coronavirus.

Presqu'en même temps, il a été annoncé que le Pénitencier national, le plus grand centre carcéral du pays, avec plus de 3 500 détenus, comptait 11 prisonniers

contaminés depuis le week-end écoulé. Avec des cellules prévues pour accueillir 16 personnes, qui hébergent plus de 70, on peut imaginer les risques de contamination qui planent sur la population de cette institution. Surtout que les autorités n'ont pas encore pris des dispositions pour résoudre le problème de la surpopulation. Ou encore pour installer des centres d'hébergement pour les personnes mises en

Suite en page 12

KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYINYON PIBLIK
Mèkredi, 29 janvye 2020 a 11AM
22 Road Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007



Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 11 è am nan jou mèkredi, 29 janvye 2020 la, nan 22 Road Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metodoloji ki pwopozè a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Biwo lokal la ki pral bay entèprèt nan biwo vòt Vil New York yo pou ede votè yo ki pa pale angle byen (LEP) ki depoze yon bilten vòt.

Nan mwa novanm 2018, elektè Vil New York yo te apwouve revizyon nan Chat la ki te etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan <https://nyc-charter.readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objektif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès inisyativ, ki gen ladan yo, planifikasyon bidjè defason patisipatif, elajisman sèvis entèpretasyon nan biwo vòt yo ak asistans pou konsèy kominotè yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page> Komisyon an.

Manm piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou pote kesyon ni bay respons. Pou nou fasilite senkronizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen nan w ak afilyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi, 27 janvye.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksesib pou moun ki sou chèn woulant oswa k ap itilize lòt aparèy pou depasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jandè demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, lè w voye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (212) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon andirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyen reyinyon ak adyans Komisyon an te òganize, sou sitwèb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.



Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Sa w wè a se pa sa, ni sa w tande a se pa sa !

Enhen, se kòm si m tande gen mounn ki kouri di men l ap vin ak youn pawòl degrenn gòch, lanvè landwat alapapòt ! Nou ka gen rezon, men lè m fin bay esplikasyon an, nou tout pral di sa m di a fè sans. Antouka m ap di nou depi davans ti peyi Ayiti sa a se peyi mistè vre, fòk nou pa kite yo fè 2 pwen sou nou layk dis lay dat.

De kisa m ap pale menm ? Nou sonje kijan semèn pase a nou te chita sou koze Premye minis Jozèf Jout la (Joseph Jouthe), kote msye te di youn bann pawòl ke m te di se verite li te kouri di anvan wòch te pran devan l pou pale ? Enben, mwen pral ban nou youn lòt son klòch. E selon jan bagay yo ap dewoule devan je nou e sa n ap tande tou, sanble Jozèf Jout rantre nan metye twonpe mounn nan tou. Kòm si nou ta di an franse « *Tel maître, tel serviteur* ! »

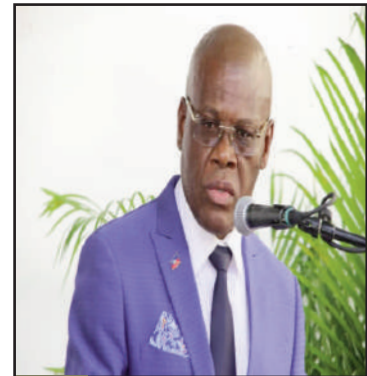
Nou sonje kijan Premye minis la te di Ayiti pa youn peyi. « *Li pa egziste, ni sou papye ni an realite* ». Epi l te di li pa wè dèyè kisa bann politisyen « *salopri* » sa yo ap kouri la a. Kisa yo pral regle nan youn peyi ki pa egziste ? Se sa k fè l pa gen respè pou yo. Kòm nou konnen, politisyen yo te vekse fopaplis. Gen sèten ladan yo, tankou politisyen pati *Bouclier* a, ki nan menm kan PHTK a, ki te mande revokasyon Premye minis la tousuit.

Men ban m mande nou youn ti kesyon, san nou pa bezwen reponn vre. E si Jozèf Jout te youn ofisyèl an misyon pou prepare wout la pou youn lòt, ki vin bay bagay yo youn ti sans pi klè ? Kisa n ta di nan sa ?

Depi jedi pase, 21 me a, Woni Dewòch (Rosny Desroches) ap fè pale de li. Se nan dat sa a *Tout Haiti*, youn sèvis Entènèt, ke *Edens Debas* anchaj, lage 2 gidon

dèyè Mesye Dewòch ke ekip prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) la voye devan pou lage pawòl ke « *Manda prezidan Moyiz la ap fini le 7 fevriye 2022* ».

La tou, yo pran nan youn nich gèp. Kòmantè fè mikalaw depi msye te di pawòl 2022 l la. Alòske, selon Konstitisyon an, tout gwo save yo di ke rive 7 fevriye 2021, se pou msye rache manyòk



Premye minis defakto Jozèf Jout kontinye ap fè pale anpil.

li bay tè Palè a blanch. Konprann mwen byen, men youn peyi ki pa egziste, anyen p ap mache, se pawòl dekourajman Jozèf Jout t ap met atè pou fè espès de « *salopri politisyen* » yo al mete kò yo nan youn kwen. Pandanstan an, JoMo ap prepare pou l pedale youn lòt



Economist Kesner Pharel

lane diplis nan Savann Dezole a, nan menm peyi sa a ki pa egziste, men ki vin tounen youn vach kap bau lèt, Li pa sèlman bay lèt agogo, men plis pase sa li kale

grinbak ankantite pou JoMo, madanm ni ak tout zagribay Tèt Kale, osnon Kale Tèt parèy li yo, k ap souse bèf la tout lasent jou-nen.

Alò, nou kòmanse konprann poukisa tout pawòl Jozèf Jout yo pa t vrèman fè prezidan an fache, dekwa pou l ta revoke Premye minis la. Sa fè pati youn plan byen kalkile. Se pa de prezidan an Mesye Jout t ap pale lè l te di yo gen « *Statut d'homme d'État* » men yo pa gen « *Stature d'homme d'État* ». Se gwo mo li t ap itilize pou vekse « *bann salopri* » politisyen yo ki dèyè pouvwa ke mèt li ap itilize jan l ap fè l la pou ranmase milyon, menm milyon lajan COVID-19 la. Pouvwa nan peyi ki pa egiste a tèlman dous, prezidan an soti pou kenbe l pou youn lane anplis. Distans pou lòt lane sa a fini, ou pa konnen, pèp la ka mande l pou l kenbe l avi. Apa konsa Franswa Divalye (François Duvalier) te vin « *Prezidan avi* » ?

Sa pouse m vin fè youn lòt refleksyon, ke nou ta ka di se politik « *de deux poids, deux mesures* », jan yo di an franse a. Vwala ke nan mwa janvyè ki sot pase a, ak fòs gwo ponyèt li, prezidan Moyiz te koupe 2 zan sou manda 10 senatè. Li pa t bay okenn esplikasyon sou kisa li baze pou l te fè sa. Li se « *prezidan ekstraòdinè* », ki plen pouvwa, sa l di se sa k pou fèt. Senatè voye pye, ekspè Konsistasyon yo di se pa posib, anyen menm ! « *Mwen deside* ! » Li frappe pye l atè. Sa l di se sa k pou fèt. Mounn k ap di se abitrè, pa konn sa y ap pale. Sa k te pase senatè yo se selon volonte diktatè a. E sa l voye Woni Dewòch di pou prepare wout la pou li swadizan pou youn lòt lane, se pa bagay ki regade pèsoun. Li se sèl mèt nan peyi Dayiti, Sa k pa kontan, anba-ke !

Nou ka remake mwen pa rantre nan okenn diskisyon sou kisa atik Konstitisyon an di, paske tou sa deja repete plis pase mil fwa nan tout rezo sosyo yo. Anplis de tout atik Konstitisyon an ki montre ke apati 7 fevriye 2021, plas *Nèg Bannann* nan pa nan jaden Palè a ankò, yo vini ak òganigram, sètadi bon jan desen, chif ak lane, pou montre kijan Konstitisyon an te aplike pou tout lòt prezidan anvan l yo, menm pou Aristid ki te pran kou Deta. Anyen pa brendeng msye, paske l soti pou l ekri listwa jan pa l, li pa ret ak pèsoun. Sa k kapab vin kanpe devan l pou n wè si l pa p fè woulo konpresè pase sou yo.

Asireman, nou konn pawòl ki di sa « *Antwàn nan Gonmye* » wè pou ou, bouch pa ka pale. Enben, se pa bouch m ap bay pèsoun, men gen de fwa youn mounn fè jiskaskè l fè twòp. Lè sa rive twò

lwen, se nan lang franse a yo vire pou jwenn youn pwovèb pou



Minis Sante piblik la Mari Greta Wa D. Kleman.

koresponn ak yo. M ap bay li, « *à toutes fins utiles* », e m ap kite aplikasyon an nan men zòt ki gen misyon pa nou nan kesyon an : “



Economist Fritz Jean

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ! » Wi, sa se twòp atò !

*Antretan, COVID-19 ap blayi

kò l nan peyi a, epi sa k ap pase nan Penitansye nasyonal la, nan Pòtoprens, pa gen dyòl nan sa. Nan dat 22 me, kivedi samdi pase, Ministè Sante piblik ak Popilasyon (MSPP) te anonse ke kantite mounn ki enfekte ak mala-di a te monte vin 865, kivedi n ap mache sou chif mil la byen vit, paske nan 24rè sèlman yo te anrejistre 53 nouvo ka. Jan sa prale a, pandan w ap li atik sa a, ki te prepare depi dimanch swa, nou ka deja nan mil (1 000) mounn ki enfekte. Depi w travèse chif mil la, se pral tout boulin. Selon MSPP a toujou, arive samdi pase 26 mounn gentan mouri de COVID-19 nan peyi a, epi gen 22 ki geri. Kòm mwen di, se chif ofisyèl, men prèske tout ekspè di chif sa yo pa vrèman reprezante realite a jan l ye toupatou vre, sitou nan zòn andeyò. Men ke voule vou, n ap boule ak chif ofisyèl yo.

Selon detay Ministè a bay nan bilten nimewo 53 a, COVID-19 debake nan tout 10 depatman nan peyi a, men se depatman Lwès la, kapital Pòtoprens, ki gen gwo lo a, avèk 641 ka nan 865 yo. Epi nan depatman an se Dèlma ki devan ak 167 ka, Pòtoprens, dezyèm ak 154, Petyonvil ak 147, Kwadèbòkè (53), Taba (44), Kafou (34), Site Solèy (14). Jan nou wè l la, se tout komin ozanviwon Pòtoprens yo ki pi

Ale nan paj 12

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

**MIRLÈNE CLEANING
SERVICE, INC.**

**We specialize in House
Cleaning.**

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

some 5.5 million. Certainly, those figures are no longer valid, with daily additions going through the roof, especially in Haiti where more than 1,000 have tested positive for the deadly virus which has killed 27, as of last weekend.

Haitian nationals abroad and at home as well as those of Haitian ancestry have also been affected, especially the Haitian health workers who have been in the forefront of the fight against the pandemic in countries like Canada and the United States. In this era of COVID-19, which has forced radical changes in the way we live, some have been imaginative in ways of doing things to draw attention to the plight of those suffering and acknowledge the dedication of those who are helping at this juncture. Thus, the Car Drive through some Brooklyn neighborhoods. We publish below a revised press release of the Haitian United Alliance (UHA) which provides all the particulars about the event.

PRESS RELEASE/Contacts:
Kenny Altidor, 718-807-7484 or
Erick Saint-Louis, 917-873-6304.

A Car Drive through Brooklyn in remembrance of COVID-19 Victims and in honor of Haitian First Responders

BROOKLYN, N.Y. May 25, 2020—It's happening this Saturday, May 30, from 10 am to 12 noon, in Brooklyn, where a Car Drive will take place to round out the month of Haitian Heritage, in remembrance of the many Haitians and Haitian-Americans who have fallen victims to COVID-19, that has caused worldwide havoc. It is also in honor of Haitian and Haitian-American first responders, especially in the health field, who have served sacrificially in these days of the COVID-19 pandemic.

The **United Haitian Alliance (UHA)**, in conjunction with some elected officials and com-

munity leaders, will stage this unusual event, with cars spotting the Haitian flag, coursing through Brooklyn, departing from the corner of Empire Boulevard and Nostrand Avenue, to end at Carnasie. In doing this, attention is being drawn on the contribution of Haitians at this juncture where the United States is sorely tested by COVID-19.



The Carrefour Mayor Jules Edouard.

Haitians, it should be pointed out, have been on the frontline in behalf of the United States for a long time, going back to 1776 when the *Chasseurs Volontaires de Saint Domingue*, as Haiti was then called, fought for U.S. independence at the Battle of Savannah, Georgia. "With thousands of Haitians immigrating to the United States, beginning in the 1960s, they have served in the Armed Forces of this country for which we belatedly salute them on Memorial Day, last Monday," said Erick Saint-Louis, UHA founder. He noted that Haitian professionals are to be found in law enforcement and in fire houses, in finance, in education, in politics and in other activities.

However, for the past three months, the Haitian presence in hospitals in New York, Boston, Montreal and elsewhere has been noticeable, as has been recognized by Canadian Prime Minister Justin Trudeau, Boston Mayor Martin Walsh and Eric Adams, the Brooklyn Borough President, who paid tribute to Haitian first responders and applauded their

Haitian constituencies for their involvement in helping others. "Several medical doctors and nurses have fallen in the line of duty as they labored to save others," said Mr. Saint-Louis, who added: "To their families we present our heartfelt condolences."

He concluded by saying since this last Sunday of May is "Mother's Day" in Haiti, "We say Happy Mother's Day to all Haitian mothers, including those who already celebrated the American version two weeks ago."

***The COVID-19 onslaught has begun in earnest in Haiti, with 1,000 positive cases by the time you're reading this.** On Sunday afternoon, May 24, the Ministry of Health and Population (French acronym MSPP) issued its 54th bulletin regarding COVID-19, stating that **"93 new cases have been confirmed as of May 24, 2020, in Haiti, bringing the total to 958."** (Bold ours.) Of those, it continued, 909 are active, 22 have been healed and 27 have died.

But what's happening at the National Penitentiary in Port-au-Prince, Haiti's largest and notorious prison, is worrisome. With a current population of 3,555 prisoners piled up on each other, the Penitentiary is like a bombshell waiting to explode.

Considering that Haiti's largest prison is smack in the center of the capital of Port-au-Prince, an outbreak there with more than 3,000 living in overcrowded quarters will have a devastating effect for the population at large. According to *Haiti Libre*, the prison was built for a top capacity of 778 prisoners, in a 2.25-meter space per inmate, already below international standard of 4.50 meters. Piled up like sardines, of the 3,555 prisoners currently there, only 405 have been tried and condemned, said the National Network in Defense of Human Rights (French acronym RNDH), a well-known human rights advocate.

In a scathing letter, dated May 20, addressed to the Superior Council of the National Police (French acronym CSPN), of which *gazettehaiti.com* obtained a copy, RNDH states that "as of May 4, 2020, 49 of the prisoners had fever and cough," symptoms indicating COVID-19 infection. Prison officials alerted the MSPP, that's the Health Ministry, which finally sent some of its personnel to the prison, on May 15, to conduct tests. Of the sickened individuals, 12 tested positive for COVID-19. Nothing has been done since as follow up, either by isolating those tested positive or in instituting a plan for rapid relocation of the criminals among the

detained to another secure detention center, and the release of the majority who have been held for years for petty offenses, without ever appearing before a judge.

This delayed bombshell could have been averted, if the government had acted on the advice of the U.S. Embassy in Port-au-Prince which, about two months ago, suggested the release of prisoners who pose no threat to society. While no one was released from the National Penitentiary, some hard-core criminals quickly were let go from the state-of-the-arts modern jail in Croix des Bouquets where high-profile criminals, including those with close ties to the government, are housed. As an example, we'll point to former *Député* (Congressman) Jean Fanel Tanis of Ile-à-Vache (Cayes), a drug kingpin who, along with two associates, received a presidential pardon on April 17.

The Tanis case is quite interesting because it throws light on collusion between top government officials with the drug dealers. The former Congressman of the *Repons Peyizan* political party, allied to the PHTK ruling party, was arrested, March 6, by agents of the BLTS, the anti-drug unit of the National Police, at Ganthier, on the road leading to the Dominican Republic, in possession of 491 kilos of marijuana, as reported by *Ayibopost*, an online publication. Arrested with him were Jean Edrick Pompé and Keshuss Campbell, a Jamaican citizen. They also benefitted from the presidential pardon.

***Speaking of prisons, one wonders about what's happening at the South Bay Correctional Facility in Palm Beach County, Florida, the same county where Mar-a-Lago is located?** State officials should start an investigation about this jail where about 2,000 inmates are held, including many Blacks, among whom there about 20 Haitian nationals.

Apparently COVID-19 has felled many of the cooks responsible for preparing food for the inmates. Thus, severe hunger has become a problem, leading to a pre-riot situation. The *Haiti-Observateur* has been made aware of what's happening through an inmate who managed to get a letter to a relative. One wouldn't have expected a detention facility in the United States to fall in the category of those in Third or Fourth World countries like Haiti!

May Florida authorities rise up to the challenge before the situation turns into a major catastrophe!

***The Haitian government threatens to arrest and penalize those who fail to wear masks.** In an edict, published last Thursday, May 21, in the State's gazette *Le Moniteur*, the government puts teeth in its order that the wearing

of masks for protection against COVID-19 is obligatory.

Beginning next week, if citizens are caught in public without wearing mask, they will be fined 3,000 gourdes, or about \$29.00, a fortune for the majority. In fact, that's the amount the president promised 1.5 million families three weeks ago to alleviate the hardships brought about by COVID-19. Under 100,000 families had received their gift, as of last week.

Other punishments for not wearing the mask include a five-day jail sentence and 15 months of community service. Strict measurements about the masks are given: they should not cover more than 30% of one's face, no doubt to deter criminals from using the pretext of masking to disguise themselves.

All isn't rosy about obligatory masking because the government has failed to provide the masks which should be distributed nationally. On Monday, May 25, in an interview with Marie Lucie Bonhomme of Vision 2000, Jules Edouard, the mayor of Carrefour, was very critical of the government's masking operation. The mayor of the suburb south of center city Port-au-Prince said only 60,000 masks have been made available to his town which has a population of 600,000. That means only 10% of the people will find masks for their protection. And he asks: "How does the government intend to enforce its edict when it fails to do the right thing by the people in the first place?"

Mayor Edouard went on to say that on Sunday he was listening to economist Fritz Jean on the Kesner Pharel show on Radio Métropole (in Port-au-Prince) who mentioned that the State has obtained "more than 263 million American dollars" from friends in the international community. He paused a second or two, then said: "I wonder why didn't the State use \$48 million to buy masks for the 12 million people they say are living in the country. Each one would have ended up with four masks. Then we would understand that the government could sanction those who fail to wear their mask."

Also, Mayor Edouard isn't letting the government off the hook when he says the following: "How is it that three months after the disease landed in the country, the State hasn't been able to test 3,000 people?" He continues with his questioning: "Why didn't they buy 12 million test kits with all that money to test the people to thwart the disease from gaining so much ground?" And as Haitians usually say: *"Monsieur le Président, vous avez la parole."* (Mister President, speak up!)

RAJ, May 27, 2020

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

ANPECHE COVID-19 SIMAYE!

APRANN KIJAN POU W PRAN SWEN TÈT OU AK LÒT MOUN LAKAY OU.

KISA SENTÒM COVID-19 YO YE?

- Sentòm ki genyen pi souvan yo se lafyèv, tous, malgòj, ak souf kout. Kòm lòt sentòm gen doulè nan kò, pa kapab pran gou oswa sant, maltèt, ak dyare.
- Pifò moun ki gen maladi kowonaviris 2019 la (COVID-19) ap gen sentòm leje oswa mwayen epi yo kapab fè mye poukont yo.

KIYÈS KI GEN PLIS RISK POU MALADI GRAV?

- Moun ki gen laj omwen 50 an (moun ki gen laj omwen 65 an gen plis risk toujou)
- Moun nenpòt ki laj ki gen lòt pwoblèm sante, tankou:
 - Maladi poumon
 - Opresyon
 - Maladi kè
 - Obezite
 - Dyabèt
 - Maladi ren
 - Maladi fwa
 - Kansè
 - Yon sistèm iminitè ki afebli

KISA POU M FÈ SI M VIN MALAD AVÈK SENTÒM COVID-19?

Si w malad avèk sentòm COVID-19, ou te mèt sipoze ou genyen l. Lè w malad:

- Si w gen pwoblèm respire, doulè oswa presyon nan pwatrin ou, ou twouble oswa ou pa kapab rete je klè, oswa pobouch oswa figi w ble, rele **911** touswit.
- Rele doktè w si w gen omwen 50 an laj epi ou gen yon pwoblèm sante ki fè w gen plis risk, oswa si w pa santi w pi byen apre twa jou.
- Toujou kontakte yon doktè oswa al lopital si w gen sentòm COVID-19 grav oswa yon lòt pwoblèm sante.
- Pa kite lakay ou sòf pou resevwa swen medikal ki nesèsè oswa pou al chèche manje oswa founiti esansyèl (si yon moun pa kapab al chèche yo pou ou).
- Si w oblije kite lakay ou:
 - Evite kote ki gen foul.
 - Rete a yon distans omwen 6 pye de lòt moun yo.
 - Kouvri nen w ak bouch ou avèk yon foul oswa yon lòt bagay pou kouvri figi w.
 - Lave men w anvan w ale epi sèvi avèk dezenfektan pou men pandan w deyò
- Lòt moun yo ki rete nan kay la kapab sòti pou travay ak bezwen esansyèl men yo dwe siveye sante yo byen.

Si ou oswa yon moun lakay ou malad:

- Mete distans fizik:
 - Pa resevwa moun.

- Rete a yon distans omwen 6 pye de lòt moun yo.
- Dòmi tèt ak ke si w nan menm kabann ak yon moun ki malad, oswa dòmi sou kanape.
- Kenbe moun ki malad yo separe de sa ki gen risk vin gen maladi grav yo.
- Kouvri:
 - Kouvri nen w ak bouch ou avèk yon foul oswa yon lòt bagay pou kouvri figi lè nou a yon distans youn de lòt ki mwens pase 6 pye.
 - Lè w ap touse oswa etènye kouvri avèk mouchwa papye oswa avèk andedan koud ou.
- Kenbe tout bagay pwòp:
 - Jete mouchwa papye yo nan poubèl kou w fin sèvi avèk yo.
 - Lave men w souvan avèk savon pandan 20 segonn, sitou lè w fin touse oswa etènye.
 - Sèvi avèk dezenfektan pou men a baz alkòl si w pa kapab lave men w.
 - Netwaye souvan sifas ou manyen yo tankou manch pòt, bouton limyè, wòbinè, telefòn, kle ak telekòman.
 - Lave sèvyèt, dra, ak rad nan dlo ki lepli cho posib la avèk detèjan w abitye itilize a epi seche yo nèt.
 - Pa sèvi avèk menm istansil manje ak lòt moun epi lave yo chak fwa w fin sèvi avèk yo.

KILÈ MWEN KAPAB KITE LAKAY MWEN APRE MALADI MWEN AN?

- Si w te malad, rete lakay ou jiskaske:
 - Ou pa gen lafyèv depi twa jou san ni Tylenol ni lòt medikaman epi
 - Sa fè omwen sèt jou depi sentòm ou yo te kòmanse epi
 - Sentòm ou yo amelyore
- Sonje: New York sou PÒZ. Sa vle di menm si w te malad, ou dwe kite lakay ou pou travay oswa komisyon esansyèl oswa pou fè espò sèlman, epi rete a yon distans omwen 6 pye de lòt moun.

OU BEZWEN ÈD?

- Si w gen yon ijans medikal, rele **911**.
- Si w pa gen doktè men w bezwen youn, rele **844-692-4692**. Vil New York ofri swen, kèlkeswa estati imigrasyon w, estati asirans ou oswa kapasite w pou w peye.
- Pou plis enfòmasyon, rele **311** oswa ale sou nyc.gov/coronavirus.

Depatman Sante Vil New York (NYC Health Department) gen dwa chanje rekòmandasyon yo pandan sityasyon an ap evolue.
Haitian Creole 4.20



Bill de Blasio
Majistra
Oxiris Barbot, MD
Komisyonè

LE POUVOIR DERRIÈRE UN GROS SCANDALE TERRIEN DANS LE NORD-EST

Plus de 10 000 agriculteurs dépossédés de leurs terres

Place à l'installation d'une entreprise mafieuse par Jovenel Moïse ?

Suite de la page 1

dépossession perpétrés par des représentants de Jovenel Moïse et de sa femme Martine, sur l'ancienne Habitation Dauphin, dans le département du Nord-Est, lancent un SOS afin de porter le président haïtien et ses agents à faire marche-arrière par rapport à leur initiative. Celle-ci a tout l'air d'

Nord-Est (CPPNE), les paysans lésés dans leurs intérêts dénoncent ce qu'ils croient être un projet lancé par le président haïtien lui-même et sa femme. Ils ont comme représentants leurs alliés naturels, notamment Wanique Pierre, sénateur PHTKiste du Nord-Est, Hervé Fourcand, ex-sénateur du Sud, dont le nom est mentionné dans des trafics de stupéfiants; ainsi que Ardouin

sans cultivent depuis les années 80

Les paysans, qui dénoncent l'enlèvement de ces propriétés par la famille présidentielle, font savoir qu'ils cultivent ces terres depuis les années 80, précisant qu'ils avaient obtenu le droit de les exploiter depuis après la chute de la dictature des Duvalier. Milostaine Castin, leader du MPTR, également sociétaire de la CP-PNE, informe que les cultivateurs ont été chassés de leurs terres par des hommes de Moïse utilisant la « force excessive ». M. Castin dit que les terres en question représentent une étendue de 600 carreaux dont l'exploitation par les paysans remontent à l'année 1986. Grâce aux investissements en argent et en labeur effectués par ces derniers, ces terres ont été mises en valeur, favorisant la production agricole de toutes natures, d'élevage et de bois de construction. Point n'est besoin de dire que les activités agricoles que soutenaient ces terres favorisaient l'emploi de plus de 10 000 personnes.

À en croire Milostaine Castin, des démarches incessantes ont été, par la suite, menées auprès des autorités compétentes, afin d'assurer la jouissance légale de ces terres cultivables. À la

grande satisfaction des demandeurs, le 30 avril 1995, sous l'administration du président Aristide,

À la lumière de tous ces faits, on peut comprendre comment des membres de la famille poli-



Équipements lourds mis en oeuvre dans la construction d'une route reliant l'intérieur à Port Dauphin.

une activité mafieuse, car il n'est indiqué nulle part à quelles fins sont destinés les travaux entamés.

Par le truchement du Mouvement des paysans de Terrier-Rouge (MPTR) et de la Coopérative des petits planteurs du

Zéphirin, conseiller politique de M. Moïse. Sans oublier des dirigeants locaux de Terrier-Rouge, de Caracol et de Trou-du-Nord.

Environ 600 carreaux de terre que les pay-



Un véhicule délivrant des pièces de tuyauterie sur la propriété accaparée par les hommes de Jovenel Moïse.

de, le droit légal d'exploiter ces vastes étendues de terres a été accordé aux paysans de ces régions. Ce droit a été entériné par un arrêté présidentiel publié dans le journal officiel, *Le Moniteur*, daté du 30 avril 1995.

tique du PHTK, tel que Roro Nelson, peuvent s'arroger le droit d'exproprier à longueur de journée — et avec impunité —, des biens appartenant à des propriétaires légitimes.

Certes, on est en train de

Suite en page 13



Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Resansman se yon inisyatif pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak granmoun konte pou afekte plizyè milya dola gouvènman an ka bay pou lekòl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon paskèt. Iki rezous ak sèvis nan kominote nou. Pa enkyete w, patisipasyon nan resansman an pa gen danje. Tout enfòmasyon pèsonel ap rete prive e an sekite. Ou ka reponn sou entènèt, sou telefòn, oswa kourye.

Patisipe nan resansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht

Se Union Resansman ki bay li piye pou patisipe sa a

Prepare
Avni W
KOMANSE ISIT LA >

United States[®]
Census
2020

ÉDITORIAL



Des décrets pris en cascade, gare aux ennemis politiques de Jovenel Moïse !

Quand Jovenel Moïse a orchestré les manœuvres politiques ayant débouché sur la mise à l'écart des deux tiers du Sénat, consécutivement à la fin collective du mandat de l'ensemble des députés, le deuxième lundi de janvier, pour déclarer ensuite constater la « *caducité* » du Parlement, des voix fusaient de toutes parts dénonçant la descente aux enfers du pays. D'aucuns y voyaient une occasion pour le chef d'État de sombrer dans l'arbitraire, à coups de décrets lui permettant de prendre des mesures dictatoriales, de se donner les moyens de réprimer ses ennemis politiques et de multiplier les décisions avantageuses à ses intérêts personnels, à ceux de la première famille, ainsi que de ses proches collaborateurs et alliés politiques. Il semble que l'heure soit sonnée pour lui de presser le pas dans cette direction.

En effet, il est possible que le moment soit venu pour M. Moïse de mettre à exécution ses projets antidémocratiques. Quatre décrets annoncés en un seul jour, au début de cette semaine, pourraient bien donner le signal de l'accélération de la mise en pratique de la politique autocratique dont il avait toujours rêvé. Cela veut dire, désormais il s'est donné les moyens d'imposer ses quatre volontés au pays, sans essuyer l'opposition farouche que lui opposaient des parlementaires imbus de leurs responsabilités, et qui mettaient tout en œuvre pour freiner ses ambitions démesurées, anti-démocratiques, diamétralement opposées aux intérêts supérieurs du peuple haïtien. À la faveur des quatre décrets annoncés le même jour, le chef de l'État s'octroie toute une panoplie de moyens de mettre les opposants au pas et de faire des repréailles à ceux qui, au nom de la lutte démocratique, empêchent la concrétisation de ses rêves chimériques et ses projets antidémocratiques.

Certes, coup sur coup, le régime Moïse-Jouthé a diffusé quatre décrets portant tour à tour sur : l'« *organisation et fonctionnement de l'agence nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique* »; « *les ordres professionnels* »; « *établissant un service social obligatoire pour les étudiants des universités bénéficiant du financement public* »; et « *portant organisation, fonctionnement et modernisation de*

l'enseignement supérieur ». De toute évidence, ces deux derniers décrets auraient pu faire un seul, car traitant de quasiment le même sujet. Mais c'est une autre histoire.

Quand on sait que la présidence de Jovenel Moïse s'applique à presque tout entreprendre qui soit contraire aux intérêts du peuple haïtien, mais qui avantage de préférence les membres de la famille présidentielle et ses alliés politiques, rien ne laisse croire que ces décrets ont été édictés dans le sens du bien-être des citoyens haïtiens en général. Attendons que d'autres décrets additionnels viennent expliquer le sens de ces derniers. Car on sait que, cela ne devrait pas attendre longtemps, l'occupant du Palais entend aller vite en besogne, ne sachant pas s'il aura gagné la gageure que constitue sa lutte pour prolonger son mandat au-delà de la date constitutionnelle du 7 février 2021. À coup sûr, dans les mois qui viennent, il va s'évertuer à neutraliser tous ceux qui appartiennent à l'opposition, qui ont la vocation de faire échec à ses projets politiques. Voilà pourquoi on devrait lui prêter l'intention, dans le cadre de ces décrets, de s'offrir toutes sortes de moyens pour combattre ceux qu'il assimile à ses ennemis.

Assurément, les domaines sur lesquels portent les quatre derniers décrets émis par le président Moïse concernent, notamment, les professionnels libéraux et les universitaires de toutes catégories, secteurs au sein desquels se concentrent la majorité des membres de l'opposition. Rancunier invétéré, le chef de l'État ne laissera passer une seule occasion de se venger contre eux. Point n'est besoin de dire qu'il saura exploiter les opportunités offertes par ces arrêtés pour les persécuter. Dans cet ordre d'idées, on ne devrait pas s'étonner qu'il annonce des dispositions visant à contrarier l'évolution dans la société de professionnels de toutes disciplines qui se sont révélés ses opposants. Il est possible que, par souci de revanche, il prenne des dispositions visant à compliquer la vie de ce monde. Les mêmes moyens seront utilisés à l'encontre des institutions ayant émis des commentaires jugés hostiles à son égard, ou qui affichent des prises de position contraires à sa politique.

Dans la logique, il y a fort à parier que M. Moïse et son équipe sont en train de concocter des dispositions

pour nuire aux secteurs politiques dont les moyens d'existence les rendent tributaires de dispositions prises par ce dernier, dans le cadre de nouvelles lois, qui auront découlé de ces quatre décrets. Il faut même craindre que, dans la foulée, d'autres ne soient édictés aux fins de persécution de personnes mises dans la catégorie de ceux qui le combattent. Surtout que susceptible de toutes les dérives, le chef d'État haïtien n'hésitera jamais à faire flèche de tout bois dans l'invention de moyens pour martyriser ses ennemis politiques. Surtout quand il y a d'énormes dividendes politiques à obtenir à la faveur de tels comportements.

Ces appréhensions sont légitimes, car Jovenel Moïse et les criminels qui évoluent au sein du pouvoir, profitant de l'impunité offerte par le régime en place, n'ont point reculé devant les assassinats, l'emprisonnement et d'autres moyens draconiens pour rendre la monnaie de leur pièce à leurs ennemis, ou ceux qu'ils considèrent comme tels. On en veut pour exemples les carnages perpétrés à La Saline, au Bel-Air, à Carrefour-Feuilles, et dans d'autres zones défavorisées de la capitale, sur la personne de gens qu'ils faisaient passer pour des opposants. Il faut donc s'attendre à ce que, sous l'influence du même esprit, le président haïtien se donne d'autres moyens pour régler leurs comptes à une catégorie différente de challengers.

On ignore la nature des décrets qu'il pourra émettre, avant que finisse le temps de gestion du pays par décret. Par contre, il y a de fortes chances qu'il ne profite de cette même occasion pour mener des transactions qu'il avait jugées impossibles avec le Parlement, surtout avec la présence au sein de ce dernier de sénateurs et députés récalcitrants par rapport à certains projets de la présidence, qu'ils estimaient contraires

aux intérêts de la nation. Il faut, donc, s'attendre à ce que M. Moïse agisse sans tarder, du moins avant la mise en place d'un autre Parlement dont il ne pourra avoir la garantie de la fidélité, comme c'était le cas pour le 50^e.

Voilà pourquoi on croit possible qu'il s'empresse de signer des contrats, par décret, portant sur l'exploitation de minerais d'or ou de pétrole, surtout dans le Nord et le Nord-Ouest, des opérations qui lui étaient impossibles à réaliser avec des parlementaires peu accommodants. C'est l'idée évoquée par des travaux déjà en cours dans la région de Terrier-Rouge, de Caracol et de Ferrier, par des hommes qui représentent Jovenel Moïse et la première dame ainsi que leurs alliés du monde des affaires et de la politique. D'aucuns pensent qu'il s'agit de contrats à octroyer — ou déjà accordés — à des étrangers, sans appel d'offres, mais surtout dans la clandestinité.

Les décrets ainsi signalés s'ajoutent à ceux relatifs à l'état d'urgence sanitaire, dont le plus récent donne au gouvernement l'autorité de bafouer les droits des citoyens, sous prétexte de protéger le pays contre la pandémie de la COVID-19.

Au bout du compte, la nation est avertie, les fils et filles d'Haïti, qui défendent du bec et des ongles, ses intérêts, doivent rester à l'avant-garde de la lutte contre cette dictature toujours en herbe. Si le système répressif mis en place par le président Moïse et ses alliés les empêche présentement de faire échec aux décisions illégales, anticonstitutionnelles et antinationales du régime PHTKiste, ils sauront, l'heure favorable venue, doter le pays de moyens qui permettront que soient apportés les correctifs aux accroc's faits à la Constitution et aux lois du pays, dans l'esprit de la Charte fondamentale.

HABIT-OBSERVATEUR

Publication de 1981 à 2000

Haiti-Observateur
 P.O. Box 356237
 Briarwood, N.Y. 11435-6237 tel. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti ☐ Haiti-Observateur 95, Avenue Julien Brower, 3ème étage Port au Prince, Haiti tel. (509) 223-0787 ou (509) 223-0785 CANADA ☐ Haiti-Observateur General Louis Jompas 615-521-0231 1111 Main St. Canada T 221-3 Jumper, Cassavette Montreal, H3M2K7 EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intérêt doit s'adresser à: Jean Colas-Wolton 13 K Avenue Faidherbe, 81 Apt. 44 93310 Le Pré St. Germain France Tel. (33-1) 43-63-28-10	ÉTAT-UNIS ☐ 1ère classe 44.00 \$ U.S. pour six (6) mois 90.00 \$ U.S. pour un (1) an AFRIQUE ET ASIE ☐ 53.00 FF. pour six (6) mois 105.00 FF. pour un (1) an CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE ☐ 1ère classe 57.00 US. pour six (6) mois 110.00 US. pour un (1) an EUROPE ☐ 73 EUROES. pour six (6) mois 125 EUROES. pour un (1) an Une carte de 154 mm x 110 mm (standard en Europe française)
---	--

Names/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

Zip Code/Code Régional _____

State/État _____

Country/Pays _____

EDITORIAL



With a cascade of decrees, Political enemies of Jovenel Moïse must beware!

Jovenel Moïse is adept at orchestrating political strategies to do his bidding. On the second Monday of last January, when the collective mandate of all the deputies (Congress-people) elapsed, he managed to exclude two thirds of the Senate, even cutting two years from the mandate of 10 Senators. Whereupon, he said "I acknowledge that Parliament has elapsed."

He turned a deaf ear to denunciations from all sides moaning about the country's descent into hell. Rightly so, many analysts saw his action as if he were giving himself the means to sink into arbitrariness, issuing decrees allowing him to take dictatorial measures to repress his political enemies as well as to multiply decisions beneficial to his personal interests, those of the first family and of his close collaborators and political allies. The time seems ripe for him to press ahead in this direction.

Indeed, President Moïse is moving speedily to implement his anti-democratic plans. Four decrees announced in a single day, earlier this week, may well be the signal that he's about to implement the autocratic policies about which he had always dreamed. The fierce opposition of responsible parliamentarians to curb his anti-democratic ambitions, diametrically opposed to the best interests of the Haitian people, now through decrees, the president is giving himself the means to impose his will on all. With the four decrees announced on the same day, the Head of State now has a whole range of means to bring his opponents into line. Through decrees, he's putting brakes on those who, democratically, prevented him from realizing his pipe dreams and anti-democratic plans.

Take a look at the four decrees enacted by the Moïse-Jouthe regime: "The organization and functioning of the National Agency for Higher Learning and Scientific Research;" "Organizing the Professional Orders;" "The Establishment of Compulsory Social Service for students in publicly-funded universities;" and "The Organization,

Functioning and Modernization of Higher Learning." Clearly, the last two decrees could have been merged into one because they deal virtually with the same subject. That's another story.

Considering that Moïse's presidency has failed in defending the interests of the Haitian people, while focusing on what benefits members of the presidential family and his political allies, there's no way believing that the decrees were enacted for the good of Haitian citizens in general. Certainly, additional decrees are to be expected to fully explain the meaning of those already issued. It won't be long before the president shows his hand. He's moving fast, because of the challenge he now faces in wanting to extend his presidential mandate beyond the constitutional date of February 7, 2021. Watch him, in the following months, as he will move to neutralize those in the opposition who vow to thwart his political project. With a cascade of decrees, he will attempt to give himself the means to fight those he deems his enemies.

Certainly, the areas covered by the last four decrees issued by the president focus particularly on liberal professionals and academics of all categories, sectors in which the majority of members of the opposition are concentrated. A grudge holder who knows no limits, the Head of State won't miss an opportunity to take revenge on them. He will exploit the opportunities offered by his decrees to persecute them. It should be no surprise to see him resort to means aimed at thwarting the development of professionals from all disciplines who have proved to be his opponents. They will be denied certain positions in society. Out of revenge, he will take steps to complicate the life of his enemies. The same will be true for institutions which have made comments deemed hostile to him and his policies.

In that logic, one can bet that Mr. Moïse and his team are concocting provisions, within the framework of new laws based on the four enacted decrees, to harm sectors whose livelihood depends on State provisions. In the process, other laws will also be enacted to perse-

cute those considered as adversaries. Moreover, going to excesses, as he often does, the Haitian Head of State won't hesitate in inventing ways to harm his political enemies, making martyrs of them along the way. He only sees the enormous political dividends to be gained from his behavior.

These apprehensions are legitimate, because Mr. Moïse and the criminals surrounding him in the government have taken advantage of the impunity offered themselves to carry out assassinations, proceed with unlawful imprisonment of those considered enemies and using other draconian means against them. Examples include the carnages perpetrated against people passed off as opponents in La Saline, Bel-Air, Carrefour-Feuilles and other deprived areas of the capital. In that light, it should be expected that the Haitian president will give himself other means —through decrees— to settle scores with different categories of challengers.

It's fair to say that before time runs out on the decree period, President Moïse will go full speed ahead with his decree machine. Also, there is a good chance that he will take advantage of this opportunity to undertake transactions which were deemed impossible while Parliament was in session, given the presence of legislators, both senators and deputies, who balked at going along with certain presidential projects that they considered contrary to the interests of the nation. Logically, Jovenel Moïse should be expected to act without delay, before the swearing-in of another Parliament, whose loyalty isn't guaranteed, as was the case for the 50th.

That is why, we think, he may rush to sign contracts, paying no attention to the bidding process, for

exploitation of gold mines or oil deposits, especially in the north and northwest regions of the country. Parliamentarians of the 50th Legislature weren't at all accommodating to these ventures. What is advanced regarding exploitation of Haiti's underground wealth isn't far-fetched. Feverishly there's a run on land in the region of Terrier-Rouge, Caracol and Ferrier, carried out by men representing Jovenel Moïse, the First Lady and their associates in business and politics. Some credible individuals say contracts are to be awarded - or already have been— to foreigners, without going through the bidding process, as constitutionally mandated.

The decrees mentioned above are in addition to those relating to the state of health emergency, the most recent of which was published last Thursday, May 21, giving the government the authority to violate the rights of citizens by conducting arrests on the spot, jailing and subjecting alleged violators of the masking orders to community service, under the pretext of protecting the country from the COVID-19 pandemic.

We have sounded the alarm. The nation is forewarned. The sons and daughters of Haiti who, tooth and nail, are defending its interests, must remain vigilant as they fight against this nascent dictatorship. The repressive system put in place by Jovenel Moïse and his allies may currently prevent them from thwarting the illegal, unconstitutional and anti-national decisions of the PHTK regime. However, time is coming when they'll be able to provide the country the means needed to correct the violations of the Constitution and the laws of the land, and undo the harm caused. All of it in the spirit of the Fundamental Charter.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel: (718) 812-2820	
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION			
Haïti Haïti-Observateur 95, Avenue John F. Kennedy, 3ème étage Port-au-Prince, Haïti Tel: (509) 223-0755		ÉTAT-UNIS 1 an classe ☐ 48.00 \$ US pour un (1) an ☐ 90.00 \$ US pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur 2000, Avenue du Commerce 1215, 1215, 1215 1215, 1215, 1215		AFRIQUE ET ASIE 1 an classe ☐ 55.00 \$ US pour un (1) an ☐ 100.00 \$ US pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris, L'Observateur, 200, rue de la République, 75001 Paris, France Tel: (33) 1 43 43 26 10		CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1 an classe ☐ 55.00 \$ US pour un (1) an ☐ 100.00 \$ US pour un (1) an	
Nom/Name Company/Compagnie Address/Adresse City/Ville Zip Code/Code Postal		EUROPE 1 an classe ☐ 75.00 \$ US pour un (1) an ☐ 125.00 \$ US pour un (1) an	

Kreyòl

Soti nan paj 6

sibi plis anba maladi a, paske se kote ki gen plis mounn anpile younn sou lòt. Mwen p ap vin ak tout rès detay yo, men jan nou tandè l la, se tout peyi a ki pran. Sa fè m sonjen, le 19 mas, lè prezidan an te dekrete « état d'urgence sanitaore », se sèlman 2 ka enfeksyon ase ki te genyen, pèsonn pa t ko mouri. Epi gen mounn ki te konprann COVID-19 te pral fè pa Ayiti. Pa gen sa pyès !

Sa k ap pase nan Penitansye nasyonal, pi gwo prizon nan peyi Dayiti, se bagay ki pral lakòz youn katastwòf ke otorite lakay yo te ka evite nan peyi a, si yo te

koute konsèy yo te resevwa. Depi anviwon 2 mwa, Anbasad ameriken nan Pòtoprens te bay gouvèman an konsèy pou lage prizonnye ki pa kriminel yo, sitou youn bann ki nan prizon pou vòlò poul, bannann osnon ti bagay konsa. Kòm nou konnen, ann Ayiti, prizon pa fèt pou gwo vòlò siperyè, ki ranmase milyon ak pèl al depoze nan bank aletranje !

Enben, nan twa mil senk san senkannsenk (3 555) prizonnye ki nan gwo prizon an, se sèlman kat san senk (405) ki deja pase nan tribinal e ki kondane. Nou ka fè kalkil la pou kont nou pou n wè sa yo rele lajistis nan peyi sa a. Vwala ke nan dat 20 me (mèkredi

pase) òganizasyon Rezo nasyonal pou defann dwa Ayisyen (RND-DH) te ekri Konsèy siperyè Polis nasyonal la (CSPN an franse), ki anchaj prizon yo, sou sitiwayon malouk nan Penitansye nasyonal la. Gen 49 nan prizonnye yo ki montre siy ke maladi a rantre sou yo. Gen 12 ladan yo ki deja teste pozitif. Imajine nou sa sa reprezante pou Pòtoprens ! Se youn bonm ki pral eklate la a, nan mitan kapital la, paske ak plis pase 3 mil mounn fèmen youn sèl kote, pral gem rèl ka Makorèl. Epi otorite lakay yo pa ka di yo pa t pale yo depi lontan sou kesyon sa a. Men lasante pèp ayisyen an pa enterese yo, pandan y ap kouri pou fè milyon sou do mounn k ap peri pa santèn, men ki pral mouri pa milye toutalè.

Antouka, mwen pa ka di n

babay san m pa raple nou sa n dwe fè pou pwoteje tèt nou epi pwoteje lòt mounn tou. Sa yo ki gen mwayen rete lakay, rete lakay, tandè. Mwen konnen se pa anpil mounn ki ka fè sa. Lè nou pran lari, pa mache twò pre lòt mounn, fè sa yo rele « distansasyon », rete a youn mèt de distans de lòt mounn nan si n al achte epi gen youn liy. Men sitou fòk nou mete mas nan figi nou, pou bouche nen ak bouch nou. Pa okipe mounn k ap pase nou nan betiz, k ap rele nou « *Madigra malmaske* ». Koute byen sa m ap di nou : **Pito nou « *Madigra Malmaske* » pase pou yo vin di nou « *Paix à son âme* », lè n pa ka menm tandè ankò.**

Grenn Pwonmennen, 27 me 2020

ADISYON GRENN PWON-MENNEN

(Jan nou te di sa piwo a, n ap pwoche sou chif 1 000 la tout boulin. Selon « *Avi # 54* » MSPP te pibliye nan dimanch 24 me a, ke n te wè nan lendi maten, « *Gen 93 nouvo ka konfime ak youn nouvo lanmò anba COVID-19 nan dat 24 me 2020 nan peyi Dayiti. Sa ki bay youn total 958 ka konfime, 909 aktif, 22 moun geri ak 27 moun mouri* ».

Kidonk, sa n te deja di depi dimanch swa a te deja prèske rive. Pandan w ap li sa a nan mèkredi a, nou deja travèse chif mil la. Kounnye a, MSPP pral oblije lage chif san rete, petèt 2 ou 3 fwa pa jou. Tou sa, paske otorite ann Ayiti pa t pran oserye kesyon COVID-19 la. Omwens pa otan ke yo t ap file pwent kreyon yo

Des installations de l'État, des banques, etc. infectés... Le rythme de la contamination s'accélère dangereusement...

Suite de la page 5

quarantaine issues de cette prison. À rien à faire, le branlebas qui s'annonce à cette institution risque d'avoir des conséquences graves.

Autres institutions de l'État frappées par la maladie, le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT). Ainsi que la Direction nationale d'eau potable (DINEPA), l'usine de sous-traitance à Ouana-minthe.

De son côté, le Ministère de la Culture et de la Communication est en chômage (MCC). Dans une circulaire datée du 21 mai, la direction générale de cette institution a annoncé la fermeture de ses portes. Tous les membres du personnel sont invités à rester chez eux, selon l'avis du titulaire de ce Département, Pradel Henriquez. N'ayant pas indiqué les raisons qui ont motivé une telle mesure, il semble que M. Henriquez n'ait pas voulu faire état de la contamination à la COVID-19 qui a débarqué à son Ministère. Une source digne de foi a fait savoir que trois employés du MCC seraient testés positifs.

Les banques en Haïti envahies par la COVID-19

Continuant sur sa lancée, en Haïti, la pandémie du coronavirus a fait également son entrée dans les banques. Si celles-ci, dans leur majorité, se gardent de divulguer des informations relatives à ce que fait la maladie chez elles, la UNIBANK, dite « *Banque 5 étoiles* », a annoncé la fermeture de plusieurs succursales dans la région métropolitaine de Port-au-Prince.

En effet, cette communication a été faite au public après que des membres du personnel de plusieurs succursales eurent présenté des symptômes assimilables à ceux de la maladie. On a appris que dès le lundi 25 mai, plusieurs succursales sont

fermées temporairement. Il s'agit de celles de la Grand'Rue (commune de Port-au-Prince), de Latham (commune de Croix des Bouquets), de deux dans la commune de Pétion-Ville, à Frères et Frères 2. Aussi bien que celles de Delmas 32 (commune de Delmas), de Thor (commune de Carrefour), et de Clercine (commune de Tabarre).

Des rumeurs colportées auparavant à la capitale haïtienne font état de la même situation prévalant dans des succursales en provinces de cette même banque. Il semble que toutes les personnes suspectées d'avoir été contaminées dans ces installations bancaires aient été placées en isolement. La banque n'a pas indiqué la durée de la fermeture de ses succursales.

Qu'en est-il de la situation dans les bidonvilles ?

Très peu d'informations proviennent des bidonvilles de la capitale, car les statistiques fournies par le Ministère de la Santé publique et de la Population ne tiennent pas compte de ces communautés. Abandonnées ainsi à elles-mêmes on ne peut savoir à quoi sont exposées les familles qui s'y trouvent, en termes de contaminations avérées et de décès. On n'ose parler de distanciation ni de confinement, puisque le personnel spécialisé n'y est pas affecté.

L'allure d'un reportage de l'organe en ligne *LakayInfo* relatif à des décès de personnes présentant des symptômes comparables à ceux du coronavirus constitue la preuve probante de l'abandon de ces familles.

En effet, rapporte *KakayInfo*, sur des décès survenus à Village de Dieu, zone de non-droit située au Portail Léogâne (Bicentenaire), en ces termes : « *Au moins quatre personnes présentant des symptômes de la COVID-19 ont trouvé la mort à Village de Dieu* ». Dans le cadre de ce même reportage, l'organe en ligne

présente la photo d'un enfant dont la mort est attribuée à la pandémie.

La Rédaction de *KakayInfo* attire l'attention sur la négligence à l'égard des résidents de Village de Dieu dont fait montre les autorités sanitaires haïtiennes. D'où le commentaire suivant de ce même organe : « *À Village de Dieu, l'État et le MSPP semblent vouloir profiter de la pandémie pour exterminer les villageois qu'ils considèrent comme un repère de bandits. Lucmane Dellile est peut-être en train de se réjouir du*

fait que ces personnes qu'ils souhaitent massacrer sont maintenant sous le poids de la Covid-19 ».

Les autres bidonvilles de Port-au-Prince, Cité-Soleil, La Saline, Bel-Air, Gran Ravin, Tokyo, Carrefour-Feuilles, Pelé, etc. ne sont jamais mentionnés dans les rapports dressés sur l'évolution de la maladie par le MSPP.

Vu l'accélération du rythme de progression du coronavirus, en Haïti, particulièrement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, il

faut craindre que le nombre de personnes infectées va se multiplier prodigieusement. Ce qui est vraiment révoltant, les dirigeants haïtiens observent toujours l'attitude nonchalante dans la lutte contre cet ennemi invisible. Non seulement ils ne pourvoient aux personnels médicaux et sanitaires de ceux assurant le combat en première ligne, en payant régulièrement leurs salaires, ils n'investissent pas suffisamment de fonds dans l'achat d'équipements et de fournitures à leur intention.





- PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
- ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

APLIKE JODI A!

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 858-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-6681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{re} AVRIL 2020

LE POUVOIR DERRIÈRE UN GROS SCANDALE TERRIEN DANS LE NORD-EST

Plus de 10 000 agriculteurs dépossédés de leurs terres

Place à l'installation d'une entreprise mafieuse par Jovenel Moïse ?

Suite de la page 9

constater un super scandale de spoliation perpétré par celui-là même à qui incombe la responsabilité constitutionnelle de défendre les citoyens contre de telles dérives. N'est-ce pas le cas de dire « *le poisson pourrit par la tête* » ?

Documentation érudite sur les propriétés de l'ancienne Plantation Dauphin

Leader du MPTR, Milostaine Castin possède une documentation érudite sur l'ancienne Plantation Dauphin, surtout sa genèse, mais aussi les transformations qu'elle a connues après le désengagement de la société américaine, la « *Haitian-American Development Company, S.A.* » (HADCSA), qui en assurait l'exploitation. On se rappelle, d'heureuse mémoire, que cette compagnie s'adonnait à la plantation du sisal. Établie dans le Nord-Est, en 1927, (selon Castin), elle mit fin à son contrat avec le gouvernement haïtien en 1946.

Selon les explications fournies par M. Castin, l'État haïtien avait, originellement, dépossédé les paysans de 40 000 carreaux de terre pour accommoder la HADCSA. Au départ de celle-ci, ces propriétés ont été remises au Ministère de l'Agriculture.

Au début des années 80, les paysans, particulièrement ceux regroupés au sein des deux syndicats en question aujourd'hui, qui avaient besoin de terre à cultiver, entreprenaient des démarches, en vue de récupérer ces terres dont leurs parents et grands-parents avaient été dépouillés par l'État haïtien au profit de la HADCSA. Aussi leurs démarches ont-elles résulté en la récupération de 600 carreaux de terre, dont ils sont, à leur tour, dépossédés par Jovenel Moïse et ses acolytes.

Milostaine Castin a précisé que les problèmes ont commencé après une visite de Martine Moïse dans la région, en compagnie d'autres grosse légumes du pouvoir.

Les paysans concernés ont dénoncé une série d'hommes d'affaires de Port-au-Prince liés à la famille présidentielle, ainsi que des hommes et femmes politiques proches de Jovenel Moïse, tous des adeptes du PHTK. Les bourgeois mentionnés sont, entre autres, Sharif Abdallah, Alain Zurek et Olivier Barreau. Ainsi que Hervé Fourcand, ex-sénateur du Sud et le sénateur Wanique Pierre, du Nord-Ouest. Parmi les

autorités locales engagées dans cette sale entreprise, se signalent Ton Jozilis, homme de main de Jovenel Moïse, le maire Renel Pierre, de Caracol, ainsi que la mairesse adjointe Nadège François de Terrier-Rouge, en sus d'Amaral Fonblan, membre du CASEC. Le nommé Augustin Jean Glodin, alias Blan Beljou, identifié comme bandit notoire et chef des gangs armés qui terrorisent les agriculteurs, les tenant éloignés des propriétés qui leur sont léguées par leurs parents, grands-parents et même arrières grands-parents, soit plus de 10



Un puits artésien mis hors d'état par les bullozers envoyés par le régime Moïse-Jouthé.

000 fermiers de Caracol, de Terrier-Rouge et de Ferrier, dans le Département du Nord-Est.

Les informations obtenues sur place font état de la présence de ces familles agglutinées sur 6 000 carreaux de terre, notamment dans les localités appelées Nanbwapen, Nanbasken, Kolo et Nantiplantè. Chose bizarre, au moment où le régime Moïse-Jouthé fait la propagande autour de quelque sacs d'engrais distribués à des planteurs de l'Artibonite, qu'il fait passer pour la relance de l'agriculture, il suscite une réalité toute autre dans le Nord-Est du pays. Des équipements lourds sont déployés dans ces localités mentionnées où ils abattent la culture des paysans. Aussi des plantations de multiples denrées ont-elles été dévastées, et des arbres fruitiers ou destinés à la construction ont-ils été abattus sans aucune considération. Ces engins exterminateurs ont également détruit les puits artésiens qui fournissent l'eau nécessaire à la consommation humaine et animale. Car c'est grâce à ces puits que le cheptel est abreuvé.

Voilà, avec l'envahissement de ces terres par Jovenel Moïse et ses alliés, c'est quasiment toute l'industrie agricole du Nord-Est du pays qui disparaît. Mais les paysans de cette région, qui avaient pu récupérer leurs terres dont ils étaient privés de la jouissance par l'État, après de longues

et éprouvantes luttes, jurent de ne pas baisser pavillon face à cette pandémie humaine que représente Nèg Bannann Nan pour l'agriculture dans le Nord-Est.

Accompagnés de policiers en uniforme et en civil, arborant d'armes de gros calibre, les émissaires de Jovenel Moïse, dont l'ex-sénateur Hervé Fourcand et le sénateur Wanique Pierre, ont tenté d'apaiser les paysans révoltés, face à la dépossession dont ils sont l'objet, en leur faisant miroiter une proposition pour le moins indécente consistant à leur offrir 500 gourdes en guise de récom-

pense pour leur silence. Autrement dit, pour qu'ils renoncent à l'idée de défendre leurs droits légitimes sur leurs propriétés. Aussi l'offre a-t-elle été écartée avec véhémence.

Les victimes de cette dépossession ont déclaré n'avoir jamais reçu un avis officiel par rapport à cette initiative ténébreuse lancée par le président du pays lui-même. Exceptée l'explication verbale donnée sur place par Hervé Fourcand indiquant que le président a besoin de ces terres « *pour construire un hôpital* ». Les victimes ont réagi, à leur tour, en offrant cinq carreaux de terre, espace suffisant, croient-ils, pour soutenir les opérations d'une telle entreprise. L'ex-sénateur a opposé un non catégorique à cette proposition. Depuis plusieurs semaines, les équipements lourds sont au travail, des techniciens sont à pied d'œuvre, tandis que des hommes lourdement armés surveillent les terres pour tenir à distance leurs propriétaires légitimes.

Les bourgeois de Port-au-Prince se convertissent-ils sur le Nord-Est?

Bien que, officiellement, la présidence garde un lourd silence sur les activités qu'elle se propose de lancer dans le Nord-Est du pays, tout porte à croire qu'il s'agirait d'une entreprise lucrative qu'il compte exploiter, de concert avec

les hommes d'affaires de Port-au-Prince évoluant dans l'orbite de la première famille. Voilà pourquoi, les riches entrepreneurs généralement liés au pouvoir font leur apparition, dans le cadre de cette honteuse opération de déguerpissement illégal des propriétaires attirés de ces 600 carreaux de terre.

En effet, les paysans ont déclaré avoir remarqué la présence, entre autres, d'Alain Zurek, Sharif Adallah, Olivier Barreau. Selon toute vraisemblance, d'autres visiteurs assimilés à cette intrusion dans ces régions du pays y montreront le nez. Car, avec le déploiement d'hommes armés jusqu'aux dents préposés à leur défense, ils vont, à coup sûr, se converger en grand nombre dans la zone. Ce qui prouve qu'ils y sont attirés par de gros avantages. Sans explication, ni informations relatives à ces activités en cours sur l'ancienne Plantation Dauphin, les conjectures éclairées sont à l'ordre du jour.

Qu'est-ce qui se passe sur l'ancienne Plantation Dauphin ?

Aucun communiqué officiel n'a été adressé aux communautés du Nord-Est, ni décret présidentiel publié dans l'organe officiel *Le Moniteur* relatif à ce qui se passe dans ce Département n'a été diffusé à l'intention du pays. Il reste à faire des conjectures éclairées à propos des activités en cours.

Selon les déclarations de l'ex-sénateur Hervé Fourcand, relayées par les paysans de la zone, Jovenel Moïse a ordonné la construction d'une piste d'atterrissage sur les terres. En même, se trouve en construction une voie de pénétration reliant Caracol au Port Dauphin. Les équipements lourds étant en activité jour et nuit, cela fait croire que l'objectif consiste en leur utilisation en urgence.

Les planteurs affiliés à ces deux mouvements syndicaux de planteurs du Nord-Est ne croient pas que Jovenel Moïse ait aucune intention de construire un hôpital sur l'ancienne Habitation Dauphin. Pour eux, Hervé Fourcand s'embarque dans une nouvelle supercherie du chef d'État qui, tout au long de sa pré-

sidence, a fait des promesses qu'il n'a point tenues. D'ailleurs, encore selon les planeurs locaux, le fait de ne fournir aucune explication concernant la nature des activités en cours présentement dans cette région constitue une preuve irréfutable qu'il s'agit d'une nouvelle aventure chimérique de Jovenel Moïse.

Dans l'esprit des planteurs de cette région, faute par les autorités de ne rien annoncer, voire expliciter de quoi retournent les activités constatées dans cette région, fait évoquer des mouvements illicites, surtout que cette zone est régulièrement le théâtre de faits suspects imputables à des individus louches d'origine inconnue. La présence, dans la région, de l'ex-sénateur Fourcand liés à des activités de ramassage de stupéfiants largués par des avions d'origine inconnue, dans le Département du Sud, leur met la puce à l'oreille quant à la nature des activités qui pourraient s'y dérouler.

D'autres conjectures portent sur l'exploitation clandestine de minerais d'or dont plusieurs études ont révélé l'existence dans la région. Ou encore de gisements de pétrole dont personne ne parle. La visite d'Abdallah et de Barreau dans la région inspire les rumeurs faisant croire que des activités susceptibles d'engager des millions seraient en passe de se déployer.

En clair, une méga opération de dépossession, menée non par l'État, mais par l'équipe de mafiosi évoluant en Haïti avec l'appui et l'assistance du président Moïse, est en cours dans le Département du Nord-Est. Après que des paysans de cette région eurent été, dans un premier temps, dépouillés de leurs terres par les dirigeants des années 20, 30 et même 40, dans le but de trouver de vastes propriétés d'exploitation à une entreprise américaine, leurs enfants et petits-enfants se retrouvent, à leur tour, victimes d'expropriations en plein 21^e siècle. Cet acte de banditisme ne doit pas passer. Les forces vives d'Haïti ont intérêt à se soulever, tel un seul homme, pour dire halte-là, Jovenel Moïse.

L.J.

PROPRIÉTÉ À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575**.

AskMOIA: Sante ak Swen Sante COVID-19

Noumenm nan Biwo Majistra a pou Afè Imigran (Mayor's Office of Immigrant Affairs, MOIA), ansanm ak ajans asosye nou yo nan vil la, pran angajman pou ede Nouyòkè ki afekte pandemi kowonaviris (COVID-19) lan. Nan AskMOIA, nou divize an pati ki pou konprann konsèy, anons, ak nouvèl ki pi resan yo sou resous pou COVID-19 pou asire ou konnen dwa ou genyen yo ak ki sèvis ki disponib pou ou antanke rezidan vil sa a, kèlkeswa sityasyon imigrasyon ou ak kapasite pou ou peye.

Li enpòtan pou tout Nouyòkè yo konnen Vil New York ofri swen medikal pou tout moun.

Si w al pran swen ak fè tès oswa ou pran tretman anrapò ak COVID-19, sa PA pral afekte sityasyon imigrasyon ou ni kapasite pou aplike pou grinkat oswa sitwayènte. Rezidan Vil New York ki gen kesyon konsènan fason lè yo jwenn aksè nan sèten avantaj piblik kapab afekte sityasyon imigrasyon yo, rezidan sa yo kapab rele liy asistans gratis, konfidansyèl ActionNYC an, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 6 p.m., nan 1-800-354-0365 pou jwenn aksè nan enfòmasyon nan bon moman epi an tout konfyans, ansanm ak koneksyon nan èd legal.

Swen sante se yon dwa moun li ye, epi tout Nouyòkè yo ka chèche swen san krent.

Lopital ak klinik piblik Vil New York yo gen pwoteksyon solid pou vi prive, yo pa pran enfòmasyon sou sityasyon imigrasyon, ni yo pa kominike enfòmasyon sou pasyan yo bay okenn moun ni okenn òganizasyon—sòf si pasyan an bay otorizasyon pou fè sa. Konfòmman ak politik yo, Otorite Imigrasyon ak Ladwàn Etazini (U.S. Immigration and Customs Enforcement) te deklare yo pa pral reyalize operasyon nan etablisman swen sante yo ni toupre yo. Moun PA dwe evite al pran swen medikal akòz yo gen krentif pou aplikasyon lwa imigrasyon.

NYC Health + Hospitals ap ede ou, menm si ou pa gen asirans epi ou pa kapab peye pou swen sante yo.

Sa konsène tout kalite sèvis swen sante, ki gen ladan swen dijans, vizit doktè, medikaman, swen pou anpil tan, ak sejou nan lopital. Pou jwenn enfòmasyon sou anpil sèvis sante ak plan asirans ki disponib, ki bon mache oswa gratis, ale nan nyc.gov/immigrants/coronavirus.

Si ou malad, tanpri rete lakay ou. Si ou gen yon tous, souf kout, lafyèv, ak malgòj epi ou pa santi w ap amelyore oswa

sentòm ou yo vin pi mal apre twa a kat jou, konsilte founisè swen sante ou. Rele, tèks, oswa itilize pòtay pasyan ou anvan w al kote founisè swen ou. Pou nenpòt kalite ijans medikal, tanpri rele 911. Si ou pa gen doktè oswa asirans, rele NYC Health + Hospitals nan 1-844-NYC-4NYC (1-844-692-4692) pou w jwenn èd pou twouve yon doktè. Pou jwenn konsèy lasante ki pi resan yo, ale nan nyc.gov/health/coronavirus ak tèks 'COVID' nan 692-692 pou resevwa nan men Notify NYC dènye enfòmasyon yo, menm kote yo tonbe.

Gen tès gratis ak pratik disponib san randevou nan sant tès kominotè ke NYC Health + Hospitals opere nan tout senk minisipalite yo. Okenn randevou pa nesesè. Tcheke regilyèman nan nyc.gov/covidtestingsites pou jwenn enfòmasyon tounèf sou adrès yo amezi plis sant ap kontinye louvri.

Anplis, si ou gen sentòm yo, si tès ou pozitif pou COVID-19, oswa si ou te an kontak avèk yon moun ki petèt gen COVID-19, tanpri ale nan Pòtay Angajman NYC COVID-19 (Engagement Portal) nan cv19engagementportal.cityofnewyork.us pou enfòm Vil la sou eta ou. Enfòmasyon ou yo konfidansyèl, y ap pèmèt Vil la kominike ou enfòmasyon sou COVID-19, epi sa pral ede gide repons Vil la pou zòn ki afekte ak COVID-19 yo.

Yon rapèl: Meyè fason pou sispann pwopagasyon kowonaviris lan se rete lakay ou.

Menm si ou pa malad, rete lakay ou pandan tout kantite tan ou kapab epi evite tout entèraksyon ak evènman san nesesite. Ou gendwa yon moun ki gen kowonaviris (pòtè) ki pa gen sentòm. Si ou oblije sòti deyò pou bezwen esansyèl, pou travay, oswa pou pran lè fre, asire ou kenbe omwen sis pye distans lwen lòt moun epi ou mete yon pwoteksyon figi. **Tout Nouyòkè yo dwe mete yon pwoteksyon figi lè yo deyò kay yo.** Yon pwoteksyon figi se nenpòt twal oswa papye byen fikse ki kouvri nen ak bouch ou. Ou ka itilize yon bandana, mask kont pousyè, foula, oswa mayo.

Genyen resous pou sante mantal tou ki disponib pou ede tout Nouyòkè. Pou jwenn aksè nan resous gratis ak konfidansyèl sa yo, ou kapab ale nan nyc.gov/nycwell epi ou itilize fonksyon tchat sou entènèt lan, ou kapab tèks "WELL" nan 65173, oswa rele liy asistans 24 sou 24, 7 jou sou 7 lan nan 1-888-NYC-WELL (1-888-692-9355).

Ou gen kesyon sou fason pou jwenn sèvis Vil la?

Rele liy asistans MOIA an nan **212-788-7654**, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 5 p.m. oswa voye yon imèl bay AskMOIA@cityhall.nyc.gov. Si nou pa reponn, kite yon mesaj avèk non ou ak nimewo ou, epi n ap tounen rele ou! Vil New York, vil pa ou an, la pou ou.



CHRONIQUE PASSAGÈRE

En littérature interdite

Lettre d'amour à la belle-soeur

À la manière de.... je dis

Je suis libre
Fait solitaire
Ne le nie pas
Je fais promesse
À moi tu es
J'ai vue de mon amour interdit
Mon rêve inédit

Je suis libre, tu le sais
Embrasses ma promesse
Je sais te chercher
Oh ta proximité
Littérature interdite
Viens à moi
Quittes-le
Loin de toi

J'ai le désir de plaire
Tu es sur ma voie
Laisse-moi t'emporter
Dans mon rêve tu es reine
Dans l'antichambre de l'amour
On dansera la kabbale tournoyante
Écartes tout autre que nous
Viens à moi

Quand tu écarter les ailes

Prends l'envol de l'amour
Je t'écarte les bras marchant
Vers le mont de vénus
J'y suis, pénètre
Ton éruption vaut
Tant de communes liées
Nos ébats sont en arrondissements

Tes lèvres voluptueuses
Je les prends je les mords
Les dévore tu frémis
Fermes l'œil te relâche
Ton souffle augmente
Tes doigts se crispent
Dans mon dos s'enfoncent
Resserrent *fusion tu jouis*

Je t'écris en phrase circulaire
Contre un autre qui n'est jamais
Que chemin de fer pour toi
Quittes-le rejoint ma boucle
Je te promets
Par la ceinture de nos rêves
Te rejoindre
Souviens-toi

Nous étions deux
Je l'assume
La faute me revient
Le jour où tu tins ma main

Égarés sur l'inconnu
Je n'ai su comprendre
En route nous étions
Vers une destination connue

Reprends ma main
Serres-moi contre toi
Reprenons le peu
Tentons le jeu
Nos mains comme nos destins
J'ai la mémoire de ce jour
J'ai l'âge du jour
Je crois au retour

Ne restes seule
Refais surface
Tu as guéri ma peine
Donnes-moi la main
Apprivoiser ton cœur
Je veux
Solacier pour tes désirs
Se sont séparés

La rose est au bouquet
Ce que la fleur est au jardin.
Elle ne s'éloignera du bouquet
Pour se hisser sur le podium
Envoyée dans la foule
Se retrouve soit en pétale
Sur le haut du pavé

Seule dans le salon

Celui qui l'aura attrapée
Dira sa rose *puis*
Ne verra que rose sèche.
Partie du rosier
Toute fraîche
Elle est rose
Pour briller
Se faner

La roseraie envoie
L'autre rose
Autre pétale de rose
Fraîche de son état
En restant dans le jardin
Elle est la reine
Reine de fleur



OU ABITE NAN NYC?

WI, ranpli resansman an.

Plis rezidan Nouyòk ki ranpli resansman
an, se plis lajan nou pral resevwa pou:

- Lekòl
- Sant pou Granmoun Aje
- Wout ak Pon
- Lojman
- Travay
- Lopital

PA GEN OKENN KESYON SOU IMIGRASYON OSWA SITWAYÈNTE

RESANSMAN AN FASIL E SAN DANJE

Ranplil kounye a nan [My2020census.gov](https://my2020census.gov) oswa rele nan 1-844-477-2020.



10 KESYON SÈLMAN:

- Ranplil sou entènèt la
- Nan telefòn
- Pa lapòs



PA GEN OKENN KESYON SOU:

- Imigrasyon
- Travay ou
- Sitwayènte
- Nimewo Sekirite Sosyal



SELOK LALWA, YO PA KAPAB PATAJE REPONS OU YO:

- Pa avèk ICE
- Pa avèk mèt kay kote w rete a
- Pa avèk lapolis
- Pa avèk pyès moun

#GetCountedNYC

NYC CENSUS 2020

NOUVELLES BRÈVES

COVID-19 : Brésil en concurrence globalement; les États-Unis traversent la barre des 100 mille morts

L'Amérique du sud est le nouvel épice de la COVID-19, a dit Mike Ryan, secrétaire exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), vendredi dernier, 22 mai, au cours d'une conférence de presse à Genève, Suisse, siège social de l'organisation mondiale, pointant à la fois le Brésil comme le nouveau foyer à redouter.

En effet, le lundi 25 mai, le géant sud-américain a détrôné les États-Unis, annonçant, ce jour-là, que sur une période de 24 heures, 807 décès, dus à la COVID-19, ont été enregistrés, alors que pour la même période, on comptait 620 mortalités aux E.U., pays en tête de liste globalement pour ce qui s'agit de cas positifs et de décès attribués au virus mortel. On notera qu'au mardi, hier 26 mai, le nombre de gens testés positifs au Coronavirus, au Brésil, était de 374 898 et les décès se chiffraient à 23 473.

Entre-temps, aux États-Unis, on aura fait histoire, en lisant ces lignes, car le pays aura, assurément, traversé la barre des 100 000 morts. Car, selon les statistiques de l'OMS, hier, mardi, 26 mai, concernant les E.U., l'organisme mondial donnait 99 886 décès pour un total de plus d'un million et demi, soit exactement 1 707 603 cas positifs sur une population de 330 820 732.

Revenant aux chiffres pour le Brésil, il ne fait pas de doute que le géant sud-américain, dont la population est de 213, 863 000, entre en compétition avec les grands pays d'Europe, dépassant la Russie, 145 928 315 habitants, en troisième position maintenant, en terme de nombre de cas positifs de la COVID-19, soit 362 342, bien que le nombre de décès se chiffrent seulement à 3 807, reflétant le déferlement un peu en retard du virus mortel en Russie.

Quant au nombre de décès enregistrés en Europe, l'Angleterre occupe le premier rang parmi les pays du vieux continent, soit 37 049, suivi de l'Italie, 32 955, et de l'Espagne, 27 117. Ce qui indique que le Brésil traîne toujours en termes de décès, reflétant, comme en Russie, l'atterrissage en retard de COVID-19 dans les pays du cône sud-américain.

Pour ce qui s'agit du nombre de cas positifs dans les trois pays européens mentionnés ci-dessus, outre la Russie, l'Espagne occupe le premier rang avec 283 339 cas, l'Angleterre, 265 227 et l'Italie, 230 555. Continuant le schéma utilisé dès le début de nos reportages sur la COVID-19, il faut mentionner l'Allemagne où le nombre de cas positifs est à

181 288 et 8 498 décès; et la France, en dernier lieu, avec 145 555 cas positifs, mais enregistrant un nombre élevé de décès, soit 28 530. On soulignera que l'Allemagne et la France ont enregistré le plus grand nombre de malades à recouvrer leur santé, soit 163 681 et 65 879 respectivement.

Quant au Brésil, la nouvelle vedette dans la maudite arène de la COVID-19, l'administration Trump a vite fait de mettre cet allié à l'index, interdisant, dès le mardi 26 mai, l'entrée aux États-Unis de ressortissants brésiliens, jusqu'à nouvel ordre. Toutefois,



Jair Bolsonaro

les échanges commerciaux ne seront pas affectés. Vraiment, la COVID-19 change tout dans les relations. Le 7 mars dernier, le président brésilien, Jair Bolsonaro, se trouvait en tête-à-tête, à Mar-a-Lago, en Floride, avec le président Donald Trump, qui le considère un allié idéologique.

D'ailleurs, c'est suite à ce voyage que le secrétaire de presse du président brésilien, Fabio Wajngarten, a été diagnostiqué



Le président américain Donald Trump.

positif du coronavirus. Ce qui avait porté des officiels de Miami à se mettre en quarantaine pour 14 jours, parce qu'ayant côtoyé le Brésilien lors de son passage dans la métropole floridienne. Ce n'est pas le président Trump qui se laissera intimider pour se mettre aussi en quarantaine et suivre les protocoles établis pour se prémunir contre l'infection de

la COVID-19.

Au contraire, il s'est moqué de son rival, le candidat démocrate à la présidence, Joseph « Joe » Biden, en « retweetant » un tweet de la chaîne Fox avec la photo de ce dernier, masqué, lui et son épouse Jill, Lundi. C'était la première fois qu'on l'a vu s'aventurer au dehors depuis tantôt deux mois, allant déposer une gerbe de fleurs au « Pont Memorial de Wilmington » en ce jour, dit « Memorial Day », en mémoire et à l'honneur des vétérans morts et vivants.

Rétorquant, hier, mardi 26 mai, M. Biden devait dire : « *Le président est un imbécile, un parfait imbécile !* » Dire que le *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC), agence gouvernementale chargée de la surveillance de la santé des citoyens, insiste que le port du masque est nécessaire comme pour combattre la propagation du coronavirus. Et la doctoresse Deborah Birx, membre de la commission présidentielle de gestion de la pandémie, s'est prononcée, encore dimanche dernier, 24 mai, lors d'une entrevue sur la chaîne ABC, au programme de George Stephanopoulos, disant que le port du masque et la distanciation sont obligatoires pour la protection de la population.

Revenons au Brésil pour clore ce récit. On se demande qu'elle est la nouvelle attitude de Jair Bolsonaro quant à la situation dont fait face le Brésil. Ne disait-il pas que la COVID-19 n'était qu'un « *simple cas d'influenza* » et n'exigeait-il pas que le commerce opère sans relâche ? D'ailleurs, suite à une dispute l'opposant à son ministre de la Santé, le très populaire Luiz Henrique Mandetta, concernant les mesures à prendre, dont la distanciation, pour protéger la nation, ne l'avait-il pas révoqué le 16 avril dernier ? Histoire à suivre.

***La situation s'améliorant aux États-Unis, le week-end dernier on a vu des foules sur des plages, le président Trump jouant au golf, mais les églises sont demeurées presque vides.** Comment interpréter la réaction de différents secteurs quant au désir du chef d'État américain qui voudrait voir la reprise des activités sur toute la ligne pour permettre à l'économie de reprendre son essor ?

En effet, samedi dernier, 23 mai, le président Trump, en tenue de sportsman, a laissé la Maison-Blanche pour se rendre en Virginie, non loin de Washington, où on le photographiait au « Trump National Golf Club » jouant à

son sport favori. C'était prêcher d'exemple, comme pour dire à ses concitoyens : « *Tout est redevenu normal, sortez, amusez-vous !* »

En effet, on a vu nombre de gens s'aventurer sur des plages, surtout en Floride et en Californie, même dans l'état de New York, mais pas sur des plages de la ville. Dans des parcs, ici et là, des jeunes jouaient au ballon. Bien que des églises aient ouvert leurs portes, la plupart d'entre elles sont restées fermées, et il n'y avait pas d'attroupements dans les lieux saints. Dire que le président Trump avait demandé, depuis le vendredi, 22 mai, que toutes les églises soient ouvertes, car « *L'Amérique a besoin de prière* ».

Comme si le principe énoncé par Martin Luther, au 16e siècle — « *La prêtrise de tous les*



Le candidat démocrate à la présidence Joe Biden.

croyants » — ne tient pas toujours ! Oui, nous n'avons pas besoin de pasteur ou de prêtre pour prier pour nous. Nous pouvons nous adresser au Tout Puissant de n'importe quel endroit. Ainsi, même si les églises restent fermées, nous continu-



Mike Ryan

rons à prier, n'en déplaît à ceux qui voudraient, sous prétexte de leur loyauté au Très-Haut, exposer les gens au danger d'infection à la COVID-19 à leurs fins économiques.

***En toute dernière heure, on a appris, hier soir, mardi 26 mai, que le directeur général de la Police Nationale (PNH), Normil Rameau, et son chef de cabinet Frantz Sébastien Jean-Charles, seraient testés positifs à la COVID-19.** La nouvelle a été émise par *Vision 2000*, à Port-au-Prince, qui a ajouté que les

deux seraient en isolement pour le moment. H-O n'a pas pu confirmer l'information directement, mais *Vision 2000* est réputée une source digne de foi.

***Outre la situation à la prison, dit « South Bay Correctional Facility », à Palm Beach County, en Floride, une situation similaire est à signaler au « Stewart Detention Center », en Georgie.** Dans la section HAP-PENINGS, en anglais, mention est faite d'une situation catastrophique au centre carcéral se trouvant dans le même comté où est située Mar-a-Lago, la résidence princière du président Trump. Très tard, hier soir, une source ayant des contacts au « Stewart Detention Center », à Lumpkin, en Georgie, nous a alerté sur une situation similaire à celle évoluant à la prison de Floride. Les prisonniers sont aux abois, parce que plusieurs des cuisiniers préposés à la préparation des mets des prisonniers sont tombés malades de la COVID-19 et ne sont plus sur place, créant une situation intenable. Il faut s'attendre à une émeute de la faim, si rien n'est fait dans les plus brefs délais.

***Deux cas de discrimination raciale à signaler, l'un causant la mort à un Noir à Milwaukee.** C'est dans cette ville, de l'état de Minnesota, dans le Midwest américain, que l'on a vu à la télévision, mardi soir, 26 mai, la vidéo démontrant la méchanceté des policiers. Des quatre policiers qui ont procédé à l'arrestation d'un Noir, l'un d'entre eux coinçait le jeune homme avec son genou sur son cou, bien qu'il soit menotté. On entendait la victime gémir, disant « *I can't breathe* » (*Je me peux pas respirer*). Après dix minutes, ce fut un silence assourdissant.

Dire que des gens demandaient aux policiers de prendre son pouls tout au long du supplice pour savoir son état. Rien n'y fit. Comme tous les policiers étaient munis de caméra de travail obligatoire, toute la scène est enregistrée. Les autorités policières supérieures ont vite licencié les quatre policiers, car une manifestation spontanée faisait trembler la ville. Une enquête fédérale est déjà ouverte à ce sujet.

Ceci nous rappelle le cas d'Eric Garner qui, le 17 juillet 2014, subit le même traitement à Staten Island, une commune de la ville de New York. Il hurlait aussi : « *I can't breathe* », mais le policier Daniel Pantaleo continuait à l'étouffer de son poids. Il n'y a pas eu d'inculpation, mais le 19 août 2019, Pantaleo a été révoqué. Dans une entente hors tribunal, la famille d'Eric Garner aurait reçu USD 5.9 millions \$ en compensation.

Suite en page 2